

# LE MARXISTE-LENINISTE

JOURNAL MAOÏSTE DE L'UCFML

GROUPE POUR LA FONDATION DE  
L'UNION DES COMMUNISTES DE FRANCE MARXISTES-LÉNINISTES

MENSUEL Mars-Avril 1979

No 35

4 Francs

## L'émeute ouvrière est juste



Samedi 24 Février 1979 à Longwy:  
Réactions de Sidérurgistes, après l'attaque du commissariat, au discours de Porcu,  
député P.C.F. de Longwy.  
(Photo U.C.F.M.L.)

## VAINCRE EXIGE UNE POLITIQUE et UN PARTI

### Sommaire

#### RÉVOLTES ET POLITIQUE DE PARTI

Longwy, Boissy Saint-Léger

#### VIE DES ORGANISATIONS MAOÏSTES

Un noyau communiste, le groupe Foudre, un  
groupe maoïste étudiant.

#### NOTES D'ACTUALITÉ

Algérie, Sahara, Le P.S. après la défaite.

#### IMPÉRIALISME FRANÇAIS

Le Tchad et le reste.

#### GUERRES EN ASIE

Cambodge, Chine/Vietnam .

# lier la politique maoïste aux mouvements sociaux en cours

La violence ouvrière et populaire fait trembler les bourgeois: c'est bien. Longwy, Nantes, Denain... Ces noms du peuple en colère passent devant les élections cantonales (rien à signaler) ou les reflets parlementaires (la session «extraordinaire» du parlement a montré l'ordinaire figé des rapports de force entre partis). C'est un autre temps, peut-être.

Mais lequel ? Nous révolutionnaires maoïstes, avons le sang-froid et l'ambition de la politique de parti. Notre but stratégique, constamment actuel, est de briser l'État et de prendre le pouvoir pour marcher au communisme. L'étape en cours, c'est l'édification d'un parti politique prolétarien de type nouveau. Les choses sont peu avancées. Nous ne prenons aucune vessie bourgeoise, même syndicalement camouflée, pour la lanterne du peuple.

Un an après les élections de 78, 11 ans après Mai 68, où en est-on de la force politique contre tous les bourgeois ? Qu'est-ce que les belles émeutes de la sidérurgie nous promettent, et qu'est-ce qu'elles exigent de nous ?

## UNE NOUVELLE CONJONCTURE DE LA POLITIQUE DES BOURGEOISIES.

Le temps où le peuple en France s'est constitué de façon quasi exclusive (à de rares exceptions dont le mouvement des foyers Sonacotra) en spectateur-acteur de l'affrontement entre la politique Giscardienne et celle du programme commun, avec comme enjeu l'échéance des législatives, ce temps est révolu.

Certes, les différentes forces réactionnaires, partis et syndicats qui étaient les grands protagonistes de mars 78 sont toujours là et poursuivent leur politique mais dans des conditions historiques nouvelles.

Le gouvernement, en particulier au travers de la politique Barre, applique un vaste plan de restructuration industrielle, de pair avec une série de mesures anti-populaires (sécurité sociale, indemnisation du chômage, liberté des prix et des loyers, etc...). La loi et les exigences du profit impérialiste sont sa seule règle de conduite; le seul obstacle éventuel étant la révolte populaire ou plus encore, quand elle existe, la lutte de classe anti-capitaliste.

Dans le même temps, la politique de transformation de la société française engagée depuis de nombreuses années se poursuit: extension du nucléaire, démantèlement et désertification des campagnes, rentabilisation accentuée du travail des employés, renforcement des lois d'exception et d'insécurité à l'encontre des immigrés, de leurs familles et des étudiants étrangers. Simultanément aux licenciements et au chômage, se développe l'intérim, le dispositif répressif Étatique (commissariat, ilotiers, rondes de police et de CRS, etc...) et privé (vigiles, «légitime défense», bandes fascistes) connaît une considérable extension.

Les lois scélérates sur l'extradition des révolutionnaires sont renforcées et appliquées.

Notre jugement ne change pas: le gouvernement Giscard-Barre est le plus réactionnaire depuis les temps noirs de la guerre d'Algérie et les débuts du Gaullisme (1958-1959).

Les partis de l'union de la gauche cherchent à se redéployer.

Le P.S., toujours gonflé électoralement, travaille au jour le jour, sans perspective et sans capacités à moyen terme: voir notre article dans ce numéro.

Le P.C.F. mène une «attaque en défense». Il est beaucoup plus sensible à la conjoncture. Il tente une liaison entre le parlementarisme et le mouvement de révolte. Utilisant les moyens parlementaires et extra-parlementaires, légaux et illégaux (coups violents de commandos syndicaux), le P.C.F. est à l'offensive sur le terrain. Sous la bannière du chauvinisme le plus éhonté, il tente de rameuter derrière lui le vaste camp du mécontentement populaire. A Denain, à la Sonacotra, aux élections Européennes, à la SNCF, il veut être la seule force d'OPPOSITION à la politique Giscardienne. Opposition située à l'INTÉRIEUR de l'État impérialiste français. Le P.C.F. dispose d'un projet alternatif, même s'il n'en a pas les moyens de pouvoir pour l'instant. Aussi réduit-il facilement à rien les attermoissements minables de la CFDT, qui oscille entre P.C.F. et P.S., et finit par se rallier à la CGT en se camouflant derrière le projet creux et réactionnaire du «syndicalisme d'autogestion».



Vue de la manifestation du 23 Mars  
(Photo UCFML)

## LA MARCHÉ SUR PARIS DU 23 MARS :

La marche PCF-CGT du 23 Mars a été, hélas, une démonstration de force des nouveaux bourgeois. Il n'a été question ni des sidérurgistes, ni du chômage, ni de la Lorraine. Un seul cri: «CGT !» et quelques slogans ultra-chauvins.

L'aspect sinistre du défilé est à lui seul une image de la société que veulent les gens du PCF: une société quadrillée, abrutie, morte. Le règne de l'État bureaucratique.

Les parasites «autonomes» ont fait, à coup de pétards, l'ornement des bataillons syndicaux. Ils avaient parfois la sympathie des gens: on aime que le flic se fasse bousculer. Mais leur «autonomie» est nulle, leur politique inexistante. Ils n'ont rien d'autre à dire que la vieille surenchère «dure» sur les manoeuvres syndicales. Le peuple de Lorraine et ses aspirations, ils s'en moquent. De ce point de vue tout comme la CGT, ils ont contribué à noyer le seul point de force du peuple: la révolte à Longwy.

Les «autonomes» sont de médiocres réformistes violents, qui rêvent aux délices perdus de l'impérialisme en bonne santé. Ils veulent un «revenu sans travail»: c'est du poujadisme de petit bourgeois ruiné.

La fausse fenêtre: «ou le PCF, ou la violence autonome» sert uniquement la politique du PCF.

C'est pourquoi isoler et liquider politiquement le courant «autonome» fait partie de la politique révolutionnaire du peuple.

### L'ÉTAT DES RÉVOLTES ET LA POLITIQUE MAOISTE.

Dans les conditions tendues du moment, la manoeuvre P.C.F.-C.G.T. est le seul projet politique actif dans les masses au niveau d'ensemble, et sur le terrain. Pour le briser, il n'y a qu'une voie: porter **DANS LA LUTTE DE CLASSE ELLE-MEME** la

politique révolutionnaire du peuple, la politique du Parti de type nouveau.

Les masses entrent maintenant seulement dans le processus de bilan des élections de 78. Mais elles ne le savent pas encore: la spontanéité de la révolte est l'absence de mémoire. Ce qui se passe, la violence, la colère fonctionnent comme des commencements absolus. Sans l'action consciente et PRATIQUE des maoïstes dans la lutte de classe, il n'y aura pas de bilan, et ce sera une grande faiblesse.

Le fait notable, aujourd'hui, c'est que le syndicalisme réactionnaire CGT-CFDT s'est étendu aux actions violentes et à la lutte «dure».

Ceci confirme avec éclat notre critique des «comités de lutte», soutenus par la Gauche Proletarienne en 70-72: ni la violence, ni la lutte «dure» ne suffisent à faire sortir du syndicalisme. La violence ouvrière, le P.C.F. et la CFDT en sont tout à fait capables. Ils peuvent s'en servir pour leur politique de bandits nouveaux-bourgeois.

Les révoltes sont justes, là n'est pas la question. La question, c'est: où va-t-on ? Et avec qui ? Le grand débat politique là-dessus doit se déployer dans les masses révoltées de Longwy (Cf notre enquête), de Denain et d'ailleurs. Ce n'est pas une mince affaire.

L'aspect anti-Étatique des révoltes n'est pas lui-même une garantie. Comme il est enthousiasmant de voir les ouvriers attaquer les commissariats ! Mais de quel lendemain s'agit-il ? Celui de la marche CGT pour le compte de Marchais ? Celui



Longwy 24 Février 79  
(Photo UCFML)

des sordides marchandages usine par usine ? Celui de la répétition, par une CFDT sans politique aucune, de quelques coups de moins en moins fumants ?

Pour tenir entre ses mains l'avenir, il faut aussi tenir son passé. Tout dépend :

-1) du lien, pratique et conscient, fait entre la révolte anti-capitaliste aujourd'hui, et l'histoire, depuis Mai 68, des révoltes, et de leur enfouissement parlementaire et syndical.

-2) de l'autonomie PRATIQUE d'une avant-garde au sein même du mouvement de révolte. Notre objectif est clair: forcer le débat sur la politique du mouvement, ses étapes, ses objectifs. Rallier à des initiatives concrètes, étape par étape.

La révolte est sans directives propres: de là qu'elle retombe dans le cortège éternel des parades de Séguy-Marchais et de leurs ambitions criminelles.

Attaquer Giscard-Barre en leur nom propre exige de la classe et du peuple un effort autrement tenace et clarifié que la colère d'un soir.

Nous serons dans le mouvement. Et nous proposerons partout à ceux qui sont dressés, mais ris-

quent le désespoir, de travailler avec nous, selon des plans précis, dans la conscience de la force, des étapes et du temps. Nous disons que faire CETTE tâche, c'est faire le Parti de la classe et du peuple.

Former, autour de directives concrètes et ajustées, le noyau dur et agissant des communistes du peuple: voilà qui fera le miracle d'une force arrachée à la répétition syndicale. Voilà qui enclenchera le processus d'une GUERRE contre Giscard-Barre, et non d'une escarmouche avortée.

**VIVE LA RÉVOLTE !**

**MORT AU SYNDICALISME**

**NOUVEAU-BOURGEOIS !**

**AYONS NOS DIRECTIVES ET NOTRE DÉBAT PROPRE, AVEC LES MAOISTES !**

**VIVE LE PARTI DE LA CLASSE, DANS SON ACTION, SON DEVENIR ET SA NAISSANCE !**

**VIVE L'U.C.F.M.L. !**

**VIVE LE COMMUNISME DANS LA LUTTE DE CLASSE !**

# LONGWY REVOLTE ET POLITIQUE

## UN PAYS

Longwy, le pays haut Lorrain. Tout ici s'ordonne autour de l'acier: les autres industries, le peuple, les commerces, le paysage. Accoutumé depuis 30 ans à une croissance ininterrompue, ce pays a reçu le 12 décembre son arrêt de mort: 6 à 7000 emplois sidérurgiques supprimés... pour une population active d'environ 20 000 personnes !

Les deux grandes usines sidérurgiques de Longwy sont touchées. La Chiers, usine construite au début du siècle, doit fermer complètement ses portes en Juin : 1850 licenciements. Une entreprise qui, avant la précédente vague de licenciements il y a 2 ans, comptait 4000 employés.

Usinor-Longwy, usine plus moderne, doit fermer son aciérie qui ne correspond plus aux normes impérialistes de productivité: 4 à 5000 licenciements sont prévus pour Juillet. Il ne resterait plus que les laminoirs alimentés en acier brut par l'aciérie nouvelle de Neuves-Maisons, au sud de Nancy. En raison du peu de rationalité de l'opération, les longoviciens s'attendent à ce que, dans une dizaine d'années, il n'y ait en réalité plus aucune activité sidérurgique à Longwy. La totalité de la sidérurgie française étant alors concentrée à Dunkerque et à Fos.

A ces licenciements directs, il faut ajouter les inévitables répercussions dans les autres industries qui, à 90% dépendent de la sidérurgie: mines de fer (sud de Longwy), cokeries, cimenteries, tréfileries, usines de tubes... Sans parler de la construction, des écoles, des commerces...

## STUPÉFACTION ET ROUTINE

Cette condamnation à mort a heurté de front toute une région encore en pleine vitalité, peuplée d'une jeunesse nombreuse, très fortement attachée à l'industrie qui l'a faite. En effet, si comme pour d'autres branches, la sidérurgie est synonyme de travail dur et d'exploitation, elle comporte aussi un niveau moyen de qualifica-

tion et de salaire supérieur à ceux de l'automobile par exemple. De plus, plusieurs générations d'immigrants, polonais et italiens et plus récemment maghrébins et portugais, s'y sont fixés et leur histoire se confond un peu avec cette région, ce métier.

Ainsi, depuis décembre, se font face une politique intraitable de liquidation de cette région par la bourgeoisie, et la stupeur puis la colère de tout un peuple.

Car il y a bien eu deux étapes jusqu'à ces dernières semaines dans la riposte populaire.

Ce fut d'abord la stupéfaction, le grand coup de bambou sur la tête. On se rassembla: journées ville-morte, imposantes manifestations, opération «flammes de l'espoir» avec toute la jeunesse scolaire rassemblée. Comme pour se persuader, à l'ampleur des cortèges, de l'étendue du désastre. Cette période qui va durer jusqu'à la fin janvier est dominée par une riposte molle et triste. Mais le temps des journées ville-morte où les élus tout enrubannés de tricolore plastronnent sera rapidement dépassé.

## LA COLÈRE CONTRE L'ÉTAT

Déjà, par rapport aux licenciements habituels, l'ampleur régionale de l'attaque a déplacé le terrain de la riposte, d'entre les murs de l'usine à la ville. Le syndicalisme habitué des occupations passives d'usine n'est plus totalement maître du terrain: les sidérurgistes en colère y cotoient les jeunes chômeurs, les employés, des enseignants, plus rarement des femmes.

Et puis surtout, de nouvelles actions sont menées. A l'initiative de la CFDT locale qui les baptisent «opérations coups de poing», elles visent d'abord les organismes patronaux locaux (l'Union Métallurgique de Lorraine) ou la paralysie momentanée du trafic ferroviaire (centres d'aiguillage). Très vite, à raison de la popularité de ces actions, une course à l'opération coup de poing s'organise entre les syndicats, la CGT cherchant à les orienter vers leurs objectifs chauvins (déversage de minerai de fer étranger sur les voies).

## MOUVEMENTS SOCIAUX ET POLITIQUE DU PEUPLE

Une routine des occupations de locaux commençait à s'installer quand éclata la colère populaire contre le commissariat, début-février. La veille, les flics avaient violemment délogé en pleine nuit quelques dizaines d'ouvriers séquestrant la direction patronale de la Chiers. Le lendemain, 3 à 400 personnes vont se détacher de la manif syndicale, convoquée pour la forme, et attaquer le commissariat. Quelques jours après, 200 personnes CFDTistes ou non font intrusion dans la sous-préfecture de Briey, dispersent les documents et sont attaqués par les gardes mobiles.

La cible est nouvelle : l'État, face auquel la colère populaire apparaît alors vraiment. La même chose va se répéter à une plus grande échelle encore le 24 février. Depuis le milieu de la semaine, le relais de TV de Longwy est occupé par les membres d'une opération coup de poing. On comble les trous du programme minimum à grands renforts de diapositives scandant des mots d'ordre, appelant la population à venir au relais le protéger. 60 000 personnes sont ainsi « arrosées », contact est pris avec un ingénieur du son, les débats en direct sont pour bientôt. C'est plus qu'il n'en faut pour l'État.

Le vendredi soir très tard, les CRS interviennent. Les occupants sont forcés de se replier. La sirène d'Usinor retentit, les ouvriers sortent, le matériel lourd est regroupé, les forces s'accumulent à la suite de la manif qui réveille la ville. A 5 heures 30, 600 personnes attaquent pour la deuxième fois le commissariat qui subira l'assaut pendant 3 heures.

Le député PCF Porcu ne sait plus où donner de la voix, la CGT pour détourner l'ardeur combattante, n'hésite pas à envoyer un commando saccager le local des patrons, l'Union Minière, opération qu'elle aura le front de condamner le soir même !

Dans toute cette période, une violence incontestablement de masse est apparue, prenant comme cible l'État.

### IL Y A DEUX CHEMINS DE LA POLITIQUE

Mais c'est là que les choses vont se compliquer, que les faiblesses du mouvement vont se révéler. Car, arrivés à ce point de violence, de deux choses l'une :

- Ou bien cette explosion de révolte ne sert qu'à faire pression sur l'État ; qu'à alimenter le jeu des partis bourgeois parlementaires, PC en tête, ravis de réemerger dans l'organisation d'une séance impromptue de l'Assemblée ; qu'à revigorer des syndicats pouvant se rappeler ainsi au bon souvenir de Barre. Alors, la révolte n'aurait servi qu'à cuisiner la « meilleure » recette des licenciements.

- Ou bien elle se donne véritablement les moyens de sa propre politique révolutionnaire englobant la question de maîtriser jusqu'au bout les rapports à l'État, et aux patrons de la sidérurgie, y compris la question des négociations : pour quoi, sur quoi ?

D'un côté ou d'un autre, le mouvement se trouve maintenant confronté à la politique. C'est la troisième étape qui s'ouvre.

Il y a bien ceux qui cherchent à éviter la confrontation du mouvement à la politique : c'est la CFDT qui veut prolonger et varier indéfiniment les opérations coups de poing. Mais, outre que cette tactique finit par lasser, elle laisse en blanc la question du rapport d'ensemble à l'État, elle n'assure au mouvement aucune présence sur le terrain décisif, celui de la politique. D'où, le véritable retournement observé à Longwy depuis le 24 février : la CGT y a repris l'initiative de manière très visible. Son coup, c'est la marche du 23 Mars sur Paris, bien intégrée à tout un ensemble politique, celui du PCF, des cantonales, du débat parlementaire, des élections européennes (via le chauvinisme).

S'y opposer, comme le fait la CFDT, sans rien proposer d'autre que des généralités sur lutter au pays et à la base, entre sidérurgistes, c'est le signe d'une grande faiblesse politique, c'est laisser le champ libre au PCF et à la CGT.

Alors, on dira : comment une telle colère populaire, caractérisée par l'assaut de commissariats, peut-elle être aujourd'hui aussi démunie de politique révolutionnaire ? Très simplement, parce que la violence pratiquée résulte largement plus de facteurs sociaux que de conscience politique solide.

Tout d'abord le fait que peu de choses sont négociables. Les négociations usine par usine le montrent bien et Barre le répète suffisamment : pas question pour la bourgeoisie de revenir sur les licenciements car il s'y joue une partie de son avenir au regard de la concurrence impérialiste. La seule chose qui puisse se négocier, au vu des rapports de force, c'est l'accompagnement « social » de la décadence (préretraites, constitution de sociétés « parkings à chômeurs », prime de départ de 50 000 F...) plus quelques promesses sur la future reconversion industrielle. Dans ce cas, la révolte violente devient le seul moyen d'exister.

Et puis aussi le tissu social particulier de Longwy : l'usine est dans la ville, tout en dépend. D'ouvrière, la révolte devient vite populaire et gagne rapidement toutes les couches du peuple, de manière spontanée, sans qu'une direction politique révolutionnaire ait été nécessaire pour que s'exprime cette révolte d'ensemble du peuple.

Mais aujourd'hui, ces facteurs naturels ne suffisent plus. Pour le mouvement lui-même, confronté à la question difficile de sa victoire contre l'État. Mais aussi pour qu'il en sorte des éléments significatifs, parlant politiquement aux ouvriers et au peuple des autres régions. Car telle est bien la grande question scrutée attentivement par tous en France : Denain, Longwy, c'est quoi de neuf du point de vue des mouvements de masse, dans cette conjoncture nouvelle dominée par la crise du capitalisme et la montée des risques de guerre mondiale, mais surtout 10 ans après Mai 68 et 12 mois après les élections de Mars 78 ?

### SOUTENIR LE DÉBAT DE MASSE SUR L'AVENIR DU MOUVEMENT

Aucun élément de réponse sur la capacité du mouvement à mener une politique propre et ce de façon prolongée n'est pour l'instant clairement apparu dans les révoltes de Longwy et de Denain.

Notre tâche est de discuter de ces questions avec les gens de Longwy et de soutenir le vrai débat politique dans ce mouvement.

D'ores et déjà, 3 points sont importants :

-1) Faire partager la conviction que la révolte violente laisse en blanc, pour l'instant, la question d'une véritable politique face à l'État. De là que la CGT, le PCF, mais aussi le PS et pourquoi pas le RPR, sont libres de faire leurs choux gras d'une colère que, pourtant, ils redoutent (les fameux « éléments incontrôlés »). De là aussi que le mot d'ordre « pas un seul licenciement et maintien de la sidérurgie » s'il n'est pas accompagné d'une authentique politique du mouvement et de son organisation interne, peut rapidement se dégonfler et laisser la place à des discussions plus terre à terre sur le fait d'accepter ou non la prime de départ de 50000 F.

-2) Il est inutile de se lamenter plus longtemps sur la division syndicale et de courir après une unité illusoire. La division syndicale, c'est une division entre 2 politiques, celle du PCF-CGT, celle de la CFDT qui oscillent entre PC et PS se réfugie sur la planète du socialisme autogestionnaire. Il est complètement illusoire de vouloir ressouder deux politiques contraires et qui surtout ne sont ni l'une ni l'autre l'expression d'une politique révolutionnaire.

La seule et vraie question, c'est de construire la politique du peuple et de commencer à la faire apparaître dans la révolte de Denain et de Longwy.

-3) Une politique autonome du peuple, ne commence qu'à partir du moment où on s'est exprimé sur ce qu'on veut. C'est loin d'être clair encore aujourd'hui. Peut-être est-il nécessaire de dire d'abord ce qu'on ne veut pas. De l'énumérer. Pas un seul licenciement est un mot d'ordre général mais aujourd'hui mou dans la réalité si on ne détaille pas les choses si le peuple n'a pas là-dessus son propre plan de bataille et qui tienne compte de la contre-offensive gouvernementale dans les négociations. Or c'est peut-être là-dessus que le terrain de la bataille effective va se déplacer: les 50 000F, le sort fait aux immigrés, les sociétés de reconversion...

De plus, il n'y a pas que les sidérurgistes. Les jeunes chômeurs se sont battus aussi, les lycéens ont fait des manifestations, les immigrés font grève dans les foyers Sonacotra et sont dans le coup, les femmes représentent une force non encore engagée... A partir du moment où la colère s'empare d'une ville, d'une région, ce serait s'affaiblir considérablement que de ne pas voir comment le mouvement peut faire droit et place aux chômeurs, aux jeunes, aux immigrés, aux femmes. Or dans ce domaine, rien n'a encore été fait.

Il faut trouver aussi les formes de rassemblement, de mobilisation, d'action qui permettent l'avancée sur ces questions, et la consolidation d'une force politique autonome.

## FAIRE UNE POLITIQUE DE PARTI DANS LA LUTTE DE CLASSE

Nous sommes une organisation révolutionnaire maoïste. Il nous revient d'être partie prenante de ce mouvement, pour faire la synthèse des idées de combat, et les traduire en actions politiques collectives.

Faire une politique de Parti dans le mouvement est une condition absolue pour la victoire de la lutte de classe. Cela veut dire :

- organiser le débat sur le sens du mouvement, son avenir. Et à partir de là formuler des directives sur l'étape en cours et sur la préparation de la suivante, à la mesure du possible.

- avoir des échéances précises, concernant les différentes forces sociales engagées (lycéens, ouvriers, gens du peuple, etc...).

- se porter à la tête de toutes les formes d'action collectives où se joue une nouveauté politique hostile aux 2 bourgeoisies, et savoir en susciter à temps.

Nous ne pouvons aller au-delà des caractéristiques du mouvement de masse. Mais pour les connaître et les transformer, il faut s'engager à fond sous le drapeau de la politique de classe, de l'U.C.F.M.L., du parti de type nouveau.

# PORTRAITS ET PAROLES A LONGWY

1

## « Dix immigrés dans une marche de 1000 personnes »

Les maoïstes, sur un marché, parlent à un ouvrier africain. Il a été de toutes les actions. Mais il fait remarquer qu'il n'y a que 10 immigrés dans des manifestations de 1000 personnes. Il connaît la Sonacotra, il voit bien la différence entre nous et les autres partis: pour les autres, les immigrés n'ont pas le droit à la politique.

Est-ce que la question des immigrés est importante ici ? Oui, elle l'est: le racisme, dit ce camarade, a augmenté. Ce qu'il faut, c'est une réunion publique, où lui et d'autres pourraient enfin donner leur point de vue. Car dans toutes les actions, on ne lui a jamais demandé son avis.

La CFDT fait des trucs pas mal, et il y a été un moment. Mais il a abouti à la conclusion suivante: la CFDT travaille pour elle, et pas pour les immigrés.

2

## « Il ne faut pas aller à l'Élysée, parce que si on le prenait, ce serait encore pour le P.C.F. »

Voilà un camarade français qui a été de tous les coups lui aussi. Il dit volontiers faire partie de «l'élite de la CFDT». Discussion sévère et positive: il voit vite que les maoïstes ne sont pas des suiveurs. On va faire le chemin de la pensée ensemble.

Paradoxe de départ: il a comme seule idée de continuer les coups, de descendre du flic, de donner à Barre un «avertissement sérieux». Et c'est à nous qu'il reproche de ne pas avoir de projet d'ensemble... On lui expose notre politique, on lui montre que c'est la CFDT qui fuit la politique.

Il est antagonique au P.C.F., c'est son point de force. Le grand ennemi des ouvriers, c'est le P.C.F. «Il ne faut pas aller à l'Élysée, parce que si on le prenait, ce serait pour eux».

Nous lui parlons à échelle mondiale, la nouvelle bourgeoisie, le social-impérialisme: un adversaire politique d'ensemble. Il faut l'autre politique, l'autre Parti.



L'ultra-chauvinisme du P.C.F.  
(Photo UCFML)

Un point de précision sur le Parti: il critique ceux qui ne s'arment pas eux-mêmes pour les affrontements: «S'il faut donner à chacun son barda...». On lui dit que oui, justement: surtout pour une insurrection, il faut un Parti, des chefs. Il faut s'organiser.

Sa femme approuve ce point.

3

## « Il ne faut pas toujours faire le caillon chez nous »

«Qu'est-ce qu'on pense de la Lorraine à Paris ? », question très importante pour ce jeune, sérieux, sans doute apprenti-élève. Il soutient de ce fait la marche CGT sur Paris. «C'est juste d'aller casser à Paris, il ne faut pas toujours faire le caillon chez nous». Il lit avec force et attention tout le panneau maoïste. Il prend une brochure de noyau communiste. Il écrira ce qu'il en

pense.

Il a «bien étudié le problème» : il ne faut surtout pas diviser entre les usines. Il ne faut rien tabler sur les accords patronaux: tout sera liquidé.

C'est vraiment important de se faire connaître à Paris. Et la main-mise CGT ? Nous développons nos questions. Lui : «Il faut réfléchir le problème».

4

#### Un ex-délégué CGT

Pourquoi «ex» ? Il ne veut pas le dire. Il y a de grandes discussions à l'usine (c'est à Usinor que les maoïstes lui parlent), mais rien n'est organisé, pas même l'information. Discussion sur quoi ? Sur les cinq millions pour partir. On en a marre des divisions syndicales. On lui dit ce qu'on en pense: il faut cesser de pleurer là-dessus, il faut changer de terrain, etc...

Les syndicats, d'après lui n'auraient pas dû accepter la négociation, parce que là on perd l'initiative. Sur-tout les négociations usine par usine.

Il vote P.C.F., «c'est le meilleur parti». Les maoïstes attaquent sur deux points: nationalisations (le PC en 45/47, avec Renault, retrousser ses manches, etc..) et chauvinisme. Sur le premier point, il est ébranlé. Sur le second, il tient, il faut être pour les produits français.

Débat sur l'impérialisme, à suivre, il en est bien d'accord: «C'est nécessaire de discuter plus».

5

#### Confusions du moment

«Il faut se montrer à Paris, mais les syndicats vont contenir notre violence, c'est les Champs-Élysées qu'il faut casser. La CGT est le seul syndicat pour les ouvriers, la CFDT fait les choses isolément. Les ouvriers discutent beaucoup entre eux, mais ça n'aboutit pas. La marche sera un échec. Les ouvriers en ont marre des syndicats, ils veulent l'unité».

Les maoïstes cassent tout cela, pour y voir clair: regretter les divisions syndicales, c'est de la pleurnicherie. Il faut voir en face la réalité politique. Ce qui nous intéresse, c'est: où en sont, là-dessus, les ouvriers, qu'est-ce qu'ils veulent, qu'est-ce qu'ils voient sur le mouvement ? Le reste, ça n'est pas intéressant.

Alors, il appellera à notre réunion. Il va lire des brochures.

6

#### Et le bassin ?

Il nous demande: quel est notre point de vue sur le bassin de Longwy ? Pourquoi vous êtes venus ?

On répond à la fois au niveau d'ensemble, et sur le soutien aux caractéristiques régionales. On compare avec Flins (lutte de Juin 78) pour lier l'aspect local au point de vue de classe. La question politique traverse toute la classe, tout le peuple, même si ça éclate sur telle région.

Il biaise un peu: «Pourquoi vous êtes venus si tard ? » Nous disons d'où nous sortons, et qu'il faut bien nous voir, désormais, comme un élément non négligeable de la situation.

On parle de l'organisation de tout le peuple, le camp de la rébellion. Sa femme approuve clairement

ce point. Lui redoute qu'on se coupe des français : «Déjà qu'on est derrière la ligne Maginot !».

Il ne voit guère que monter des coups pour faire connaître la situation, après les autres suivent. Nous disons : faire boule de neige, ce n'est pas le problème. Mai 68, ça a été une grosse boule de neige. Ce qu'il faut, c'est de l'avancée politique. Et pour ça des pratiques précises, une vision du but et des étapes. Mais il esquive sur les directives concrètes.

Il feuillette une brochure: il tique sur un passage qui explique que la France pille les peuples du Tiers-Monde. «Celui qui est maître de l'Afrique est maître du monde». Est-ce que ça veut dire qu'il faut avaler l'Afrique ? Non, plutôt que les impérialismes, c'est les gros, les américains, les russes.

Après, il est d'accord que la France est un autre impérialisme, mais plus petit.

7

#### Quelques autonomes

Très agressifs au début, comme il se doit. «Il vaudrait mieux donner des fusils que des papiers». «On veut abattre l'État». Nous leur disons que nous, maoïstes, nous voulons aussi abattre l'État. On discute.

Ils se réfèrent aux brigades rouges: il faut amener le chaos. Les usines, on est contre, on est contre le travail.

Nous développons sur la révolution, la transformation de l'univers social, du travail lui-même. Des nuances : l'un voit les choses longues, jusqu'au communisme, l'autre est plus nettement nihiliste.

Sur le mouvement, sentent «que ça commence à merder». Il fallait prendre les fusils au moment du commissariat. Tout dans l'instant. Étapes, programme, politique: l'homme au fusil rêvé n'écoute plus.

8

#### Lycéens contradictoires

Celui-ci a l'idée de regrouper toute la jeunesse. Rapports compliqués à la politique: les jeunes sont pour vider les Jeunesses Communistes, ils s'étaient déjà fait avoir au moment de la réforme Haby. Mais dans la foule, ils ne veulent pas que ce soit de la politique.

Ils voudraient ne pas être seulement un soutien à la sidérurgie. Ils voudraient le droit à la parole, mais ils sont sceptiques. Les syndicats commandent.

Celui-ci critique la CGT, parce qu'elle veut noyer le poisson dans la marche.

Celle-là critique la CFDT, qui ne veut que les sidérurgistes.

Idee soutenue: organiser un week-end de discussion et de films. Il faut rallier tout le lycée.

Car cet autre est contre la violence, contre les flics, et puis c'est trop tard.

Quelques paroles, quelques portraits. C'est un bref temps d'enquête maoïste, dans la retombée des temps forts, face aux tenailles des politiques bourgeoises, gouvernement et P.C.F.

Le peuple de Longwy cherche sa voie. Et nous cherchons avec lui la politique de Parti, la politique autonome et réfléchie contre tous les bourgeois.

## QUI SOMMES-NOUS ?

-1) des révolutionnaires maoïstes, c'est-à-dire des gens qui sont pour l'unité du peuple contre la bourgeoisie et l'impérialisme. Nous sommes une organisation implantée dans de nombreux endroits en France. Notre journal s'appelle «Le Marxiste-Léniniste».

-2) nous ne sommes pas avec le P.C.F.. Nous pensons même que le P.C.F. n'est pas un parti

pour la révolution, et qu'en fait il combat la révolution, comme il a fait en mai 68.

-3) le nouveau parti que nous voulons créer n'existe pas encore. Nous n'avons pas décidé arbitrairement de le créer. Tout notre travail consiste à en discuter avec le peuple et dans le mouvement des luttes pour que le jour où ce parti se

fondera il soit véritablement celui des intérêts révolutionnaires des ouvriers et du peuple.

-4) nous sommes des maoïstes, c'est-à-dire:

\* marxistes: c'est la théorie vivante de la lutte de classe contre la bourgeoisie et pour le communisme.

\* maoïstes: pour nous, c'est en fin de compte le peuple qui décide, transforme et tranche sur toutes les questions: la Révolution Culturelle en Chine en 1966 en est une illustration, et Mai 68 en France, une tentative.

-5) notre politique, c'est d'avoir confiance dans les capacités politiques du peuple, confiance dans les ouvriers dans leur lutte contre le capitalisme et la crise aujourd'hui; dans les jeunes dans leur refus de la société d'aujourd'hui, dans leur volonté d'autre chose, leur capacité à se lier au peuple et d'en être. Confiance dans les femmes qui sont une grande force de révolte et de transformation, qui sont engagées depuis de longues années contre la vie et l'oppression qui leur sont faites, et qui

souvent face au fascisme et au racisme ont une révolte profonde. Confiance dans les paysans pauvres et moyens qui sont la grande force de ce que nous appelons le peuple des campagnes. Nous sommes des batailles contre le remembrement autoritaire en Bretagne, contre la politique du nucléaire, des camps militaires et contre tout ce qui vise à chasser les gens des campagnes au profit de la société bourgeoise. Confiance dans les employés aux conditions de vie et de travail souvent détestables et qui sont du peuple. Et, enfin, confiance dans les immigrés, partie intégrante de la classe ouvrière qui supportent aujourd'hui en 1ère ligne les licenciements et la crise, mais aussi les expulsions, rafles et attentats. Nous nous battons pour l'égalité complète des droits entre français et immigrés et nous soutenons la grève des foyers Sonacotra dirigée par le Comité de Coordination.

Le Parti à l'édification duquel nous travaillons est celui de cette politique et de ces combats. Nous vous appelons à rejoindre ces combats et à travailler avec nous à cette politique.

Ces 3 articles ont fait l'objet d'une feuille spéciale diffusée dans les masses, notamment à Longwy même, et dans la manifestation du 23 Mars.

# LE RACISME DOIT ETRE ECRASE !

Le 1er Mars 1979, l'U.C.F.M.L. lance l'appel ci-contre. Le Samedi, après un démarrage en petit nombre, c'est près de 200 personnes qui sont ralliées et manifestent le long de Radar et devant le foyer. Arrêts, prises de parole de l'U.C.F.M.L. et des Permanences Anti-Expulsion.

C'est un vrai détachement du peuple: jeunes lycéens, handicapés, gens du quartier, avec les maoïstes de l'U.C.F.M.L. et avec les démocrates anti-racistes des P.A.E.

C'est la preuve qu'en s'engageant du tac au tac, en pratiquant l'enquête, en faisant savoir qu'on ira jusqu'au bout de l'initiative, on peut constituer un camp anti-raciste populaire et agissant, même là où n'existe aucune implantation préalable.

Reste à pratiquer, dans ce genre de situation de masse, la politique de parti: discuter sur place, appeler à un travail précis, fixer des échéances. Et ceci avec toutes les forces sociales présentes: ne faut-il pas faire avec les lycéens un cercle «Grand Air», une exposition sur le racisme? Quoi de spécifique avec les handicapés? Et sur le quartier? Comment continuer la liaison de masse sur le foyer?

Les maoïstes sont là pour définir avec les gens, dans la situation de masse, dans la lutte, l'étape suivante. Ils sont là pour les directives, pour le processus du parti dans le peuple. →

Il faut riposter immédiatement, français et immigrés ensemble ! L'opération de terreur raciste et fasciste qui s'est déroulée Mardi 20 à Boissy Saint Léger marque un pas en avant dans l'escalade des attentats et des provocations contre les ouvriers immigrés. Nous avons dit souvent dans notre presse et nos tracts que les temps de la guerre d'Algérie ne doivent plus revenir, et que c'est la responsabilité du peuple, en premier lieu des français - dans l'unité avec les ouvriers immigrés, de faire en sorte qu'ils ne reviennent pas. L'affaire de Boissy Saint Léger ne «rappelle» pas seulement la guerre d'Algérie, c'est une affaire véritablement digne de cette époque. Voici les faits:

Mardi 20 Février, vers 16 heures, un bataillon de nouveaux vigiles appelés par le gérant du RADAR du centre commercial, arrive dans le magasin. Ils se postent peu après aux entrées et commencent ... à interdire aux immigrés de pénétrer dans le magasin: Interdit aux arabes et aux noirs ! Le premier qui manifeste sa surprise se voit roué de coups, il repart les dents cassées et le visage en sang. Ses camarades du foyer (il faut savoir que le foyer Sonacotra est juste à côté du centre commercial, et que pour aller de la sortie du R.E.R. au foyer, on doit passer devant le magasin) l'emmenent à l'hôpital, puis vont à une vingtaine voir ce qui se passe devant le magasin. Ils y trouvent la police en uniforme, avec 1 ou 2 vigiles, les autres se sont volatilisés. Ils s'adressent alors aux policiers: «ça tombe bien que vous soyez là, nous voulons déposer une plainte». Mais manifestement, ils s'adressent à des sourds. Alors qu'ils repartent vers le foyer, la police leur tombe dessus à coups de matraques. Une véritable ratonnade a lieu dans les allées du centre commercial.

Les flics vont jusqu'au foyer, en font le tour en frappant de leurs matraques contre les vitres, pour obliger les ouvriers à sortir. Ils raflent tous ceux qui, rentrant du travail, passent à ce moment-là devant le centre commercial. Au total, 28 sont emmenés au commissariat de la ville voisine. Celui qui a été conduit à l'hôpital en est tiré par les flics qui le conduisent à la cité administrative de Créteil, en cellule avec les menottes, sans opposition du médecin. Les ouvriers immigrés sont gardés au commissariat jusqu'au soir, abreuvés d'injures racistes, un flic exhibant ses cicatrices de la guerre d'Algérie. 5 ouvriers sont inculpés de «port d'armes prohibés», à cause du canif qu'ils ont avec leurs gamelles. 4 D'ENTRE EUX SONT ENCORE (à ce jour 1er Mars) AUJOURD'HUI A FRESNES ET DOIVENT ETRE JUGÉS LE JEUDI 8 MARS.

(suite au verso)

Ils sont là pour dégager autour d'eux, dans le combat de classe, une avant-garde du peuple, dotée de ses objectifs et des premiers moyens de son action. Beaucoup reste à faire dans ce sens, et cette mobilisation (réussie) indique le chemin.

Les autres sont «libérés» vers 23h30. Inquiets, ils demandent que des cars les accompagnent jusque devant leur foyer. Réponse du commissaire: «les portes des hôpitaux vous sont grandes ouvertes». Les flics font sortir les ouvriers 5 par 5. Ils décident de s'attendre et de rentrer groupés. Et de fait... quand ils arrivent à la passerelle qui joint la sortie du R.E.R. au Centre Commercial et au foyer, ils trouvent cette fois-ci les CRS. Ils sont emmenés dans un champ, mis les mains sur la tête pendant une demi-heure, et une fois encore, couverts d'injures et de coups de matraques. Puis les CRS disent: «partez tout droit, sans regarder à droite ni à gauche, sinon on va manoeuvrer».

Moyennant quoi, des journaux comme le Parisien, mais aussi France-Soir, s'empressent de vous raconter un incident dû à des immigrés ivres et dangereux, pressés qu'ils sont d'ajouter à l'affaire leur bave raciste.

Certains diront: Inouï incroyable ! Tellement inouï que cela paraîtrait presque irréel et alors, on laisserait peut-être passer. Inouï et incroyable, ça l'est en un sens, mais certes pas comme un coup de tonnerre dans un ciel serein. Les provocations d'État contre les ouvriers immigrés sont toujours plus nombreuses et plus graves: expulsions pour un oui ou un non, provocations dans les métros, les foyers. Stoléru menace de ne pas renouveler les cartes de séjour des Algériens, qui venaient à échéance cette année. Il n'a délivré pour l'instant que des récépissés de 3 mois et quelquefois 1 an. Des lois de plus en plus anti-populaires doivent passer prochainement...

Enfin, il cherche désespérément à liquider la grève des foyers, qui dure depuis près de 4 ans, dirigée par son Comité de Coordination. Il y a eut les expulsions de délégués en 1976, les tentatives de saisies-arrests sur salaire, les procès, les provocations des gérants... Aujourd'hui, de nouveaux procès, l'échéance de la fin de l'hiver pour tous les foyers où des expulsions ont été prononcées. Le foyer de Boissy-Saint-Léger est un foyer Sonacotra en grève. A travers lui sont visés tous les résidents. C'est une tentative de saper le mouvement directement par la terreur fasciste, les autres moyens ayant échoué. Il faut le rapprocher de l'attentat de Colombes, dimanche dernier, contre un délégué du foyer arrêté en pleine rue par deux inconnus qui lui ont tiré dessus.

Face à une telle situation, chacun doit se sentir concerné. D'autant plus, aspect nouveau et inouï, que ça s'est fait devant tout le monde. Ce n'est plus le patron de bistrot qui refuse à 1 heure du matin

de servir un immigré. C'est en plein jour, un magasin à grande surface qui refuse l'entrée aux ouvriers immigrés, avec des vigiles et des policiers, c'est la ratonade organisée devant tout le monde. Si on se tait, c'est qu'on est d'accord. Le but d'une telle provocation raciste, avouée et publique, c'est de faire de tout le monde ses complices. Peu importe le préfet et ses condoléances à la radio. Ce qui compte, c'est que ça est lieu, et que si on ne riposte pas à la mesure de l'évènement, Stoléru, qui se vantait hier d'avoir 65% de racistes parmi les français, nous racontera demain que «les français» réclament à cor et à cri des matraques à tous les carrefours contre les étrangers. L'État veut organiser un véritable camp raciste, et les cogneurs fascistes de toutes sortes, avec ou sans uniformes, sont là pour habituer aux ratonnades.

Voilà pourquoi il ne faut pas seulement être indignés, mais agir, comme le font déjà ceux qui spontanément s'atroupent lors des contrôles dans le métro, comme le font par exemple les gens organisés dans les Permanences Anti-Expulsions. Nous, maoïstes, comptons sur les forces du peuple, français et immigrés unis, pour mettre un terme aux attentats, aux expulsions, et à tous les actes racistes. Répondre à chaque fois, et organiser le camp anti-raciste et anti-fasciste, c'est le seul moyen de riposte possible, et c'est le moyen d'être victorieux.

**NOUS APPELONS A SE RASSEMBLER, samedi 3 Mars à 15 heures au RADAR de Boissy Saint-Léger pour:**

**ÉXIGER LA LIBÉRATION IMMÉDIATE DES 4 OUVRIERS IMMIGRÉS ENCORE EMPRISONNÉS (libérés après 10 jours depuis).**

**ÉXIGER LE RENVOI IMMÉDIAT DU GÉRANT DU RADAR**

et discuter ensemble la suite de la riposte: comment soutenir les ouvriers du foyer dans leur procès, rassembler des témoignages et s'organiser dans la région pour empêcher tout acte ou parole raciste.

**RIPOSTONS A LA TERREUR RACISTE ET FASCISTE ! PAS UN SEUL ATTENTAT ! PAS UNE SEULE EXPULSION ! VIVE LA GRANDE GREVE DES FOYERS SONACOTRA, ADEF, AFTAM... !**

**FRANÇAIS-IMMIGRÉS, ÉGALITÉ DES DROITS !  
UNITÉ FRANÇAIS-IMMIGRÉS VAINCRA !**

Les maoïstes du groupe pour la fondation  
de l'Union des Communistes de France  
Marxistes-Léninistes (U.C.F.M.L.)

Une vue de la manifestation.  
(Photo UCFML)



# VIE DES ORGANISATIONS MAOISTES

## *un noyau communiste ouvrier de province fait son bilan*

### LE RAPPORT DES NOYEAUX AUX GREVES D'USINES.

Après les élections de Mars 78, apparaît dans les usines un bilan sauvage des élections dans des grèves telles que Renault Flins et Cléon ou à Reims, A. M. Ce sont en général des grèves dures qui ne s'étendent pas à l'ensemble de l'usine (souvent par ateliers).

Dans l'exemple de la grève d'A.M. (une usine de la région), il y avait deux voies:

- d'un côté, la révolte, la lutte dure, sauvage, d'après les élections : «Ce qu'on n'a pas eu par les élections, on va le prendre par la lutte».

- de l'autre, ceux qui disaient : «la lutte dure, ça ne change jamais rien. On a déjà fait cela (68, 36, 73). Il n'y a qu'à attendre les prochaines élections».

Entre ces deux voies une profonde division.

L'anarchosyndicalisme réapparaît dans cette période. Il se donne dans l'éternel tandem élections-luttes dures, sans fin. Notons que les luttes dures ne gênent pas les syndicats, ils font tout pour les reprendre, les encadrer.

Nous avons réfléchi pourquoi tous les ouvriers ne suivaient pas. Pouvons-nous dire que les ouvriers sont défaitistes, parce qu'ils ne bougent pas ? En fait, non. Les ouvriers ne bougent pas car il y a une grande réflexion sur les élections, sur le bilan politique de ces dix dernières années. C'est pourquoi l'anarchosyndicalisme ne réussit pas sa percée, malgré ces quelques pulsions de Juin.

Il nous semble que deux choses caractérisent la situation en ce moment :

a- le durcissement de la politique Giscard-Barre immédiatement après les élections : augmentation des prix, licenciements, chômage, région entière touchée (ex : Vosges). Durcissement face auquel ne se manifeste pas encore une vaste révolte anti-capitaliste. Mais ceci ne présage pas de l'avenir. Il faut être attentif à toutes révoltes. Celle de Saint Nazaire, Saint Chamond, Denain, Longwy marquent les limites de l'encadrement syndicaliste dans une situation de crise profonde.

b- la réflexion politique dans la classe ouvrière. La période actuelle n'est pas «décourageante», «moins intéressante». Elle est encore plus politique. Il ne faut pas croire que les ouvriers démissionnent, ils réfléchissent à l'alternative, ils cherchent. L'Union de la Gauche n'est plus là. La politique bourgeoise est de plus en plus anti-populaire. Vers quoi se tourner ?

Les noyaux dans cette situation se fixent plusieurs tâches :

- Intervenir dans les mouvements qui éclatent.
- Indépendamment des mouvements, faire des campagnes politiques propres.
- Ouvrir de nouvelles batailles.

### A) Intervenir dans les mouvements

Dans l'exemple d'A.M., le noyau s'est mobilisé, pendant la grève. Il a bougé la région UCFML et a fourni par son intervention le contenu des interventions à la région. Il a joué en quelque sorte le rôle de conseiller politique pour la région. Mais, en même temps, le noyau ne s'est pas fixé d'objectif propre dans cette grève. Le rôle du noyau n'est pas forcément d'intervenir tout au long du mouvement, ni seulement en fonction du mouvement. Donner son avis sur la poursuite de la grève ne suffit pas. On ne va pas dans une grève seulement pour soutenir. L'intervention du noyau doit avoir pour cible de rallier. Le rôle du noyau devait être, en s'appuyant sur la grève en cours, de se présenter comme une voie révolutionnaire par rapport aux questions sur les luttes dures, l'échec de 68, l'échec du parlementarisme, points en débats pendant la grève.

### B) Faire des campagnes politiques propres

Dans l'histoire des noyaux cette année, il y a plusieurs périodes :

- une première où les noyaux commencent un peu de travail de masse (marchés, foyers). C'était positif dans la mesure où il y avait là un travail de masse collectif, des contacts qui n'ont pas toujours été prolongés.

- la deuxième période correspond à la campagne pour l'abstention. Il y a eu discussion, mais les interventions n'ont pas été articulées à des initiatives propres des noyaux. Il y avait alors retard des noyaux.

- la troisième période : Nécessité de faire vivre, revivre les interventions propres du noyau.

C'est une réunion de bilan des élections fin avril. C'est l'initiative de passer le film «Oser lutter, oser vaincre» début juin ; pour combattre l'anarcho-syndicalisme, il faut faire vivre la mémoire et le bilan de l'histoire de ces dix dernières années. Dans le débat autour du film, il y a eu des questions intéressantes sur la conjoncture, le bilan des élections, notre point de vue sur les grèves en cours. Mais en même temps, on s'est laissés entraîner par le débat. Ce qu'on disait, toute organisation révolutionnaire pouvait le dire. Le noyau ne parlait pas vraiment comme une réalité constituant une réponse politique organisée au bilan des 10 dernières années, à l'anarcho-syndicalisme. Le bilan de ce débat, dans le noyau, a fait ressortir la trop faible préparation du noyau pour qu'il puisse être porteur du bilan depuis Mai 68.

### Les nouvelles batailles

Des camarades avec lesquels nous avons été en contact, ont vu en nous ceux qui s'emparaient de questions que les syndicalistes rejetaient (ex: l'intérim).

Nous devons réfléchir sur quoi vont porter les questions principales de l'avenir, et donner notre point de vue sur la société future dans tous les domaines (intérim, organisation capitaliste du travail, hiérarchie, licenciements...).

## LE RECRUTEMENT

Nous avons procédé de la façon suivante :

- repérage des questions que posent l'unification, les écoles ouvrières.
- bilan des points de discussion.
- caractéristiques des camarades avec lesquels le noyau a été en contact.

### 1) L'unification

« A-t-on bien suivi les discussions dans les noyaux ? »

Il y a eu un certain nombre de discussions avec des camarades. Avec certains, ces discussions ont été prolongées, avec d'autres moins. Dans les réunions du noyau, après, on racontait ces discussions. On en discutait l'intérêt.

Mais nous pensons que notre rôle ne doit pas s'arrêter là. Il faut à chaque fois réfléchir le pas à franchir entre être d'accord et s'organiser. Nous ne devons pas seulement discuter le positif mais surtout aussi réfléchir le négatif, ce qui fait obstacle à ce qu'un camarade nous rejoigne. Notre tâche doit être de trouver les questions particulières à chaque camarade.

« A-t-on été suffisamment audacieux dans l'unification ? »

Nous pensons qu'il faut trouver des formules souples pour associer de nouveaux camarades à des pratiques, des activités du pôle sans attendre leur unification complète au noyau. Ils y prendront conscience de l'ensemble de notre projet, de notre force politique actuelle, ce qui les renforcera dans leur volonté de s'unifier au noyau.

Il faut leur faire des invitations systématiques.

« A-t-on travaillé vraiment en fonction du recrutement ? »

Souvent le noyau avait une discussion sur un sujet. Et, à partir de là, préparait une intervention. Mais il n'y avait pas toujours de rapport suivi entre les interventions.

On pense que travailler en fonction du recrutement, ça veut dire que nos interventions vont créer un réseau de sympathisants, de curieux, de gens attentifs à ce qu'on dit... Pour faire progresser ces gens, pour que ces contacts ne soient pas sans lendemain, il faut faire attention à ce que nos interventions soient assez suivies.

En tous cas, l'objectif du recrutement doit nous faire réfléchir nos interventions.

La question des écoles :

Constatation : on sous-estime les écoles. Or, elles sont nécessaires pour que constamment il y ait formation des camarades du noyau. Il faut une politique plus systématique de formation. Elles sont nécessaires pour le travail de masse, pour le travail d'unification d'autres camarades (ex : une école sur Mai 68 aurait été nécessaire dans le noyau pour préparer la projection du film «oser lutter, oser vaincre»).

### 2) Points de discussion

En général, les discussions avec de nouveaux camarades, français ou immigrés, nous ont amené aux points suivants :

- Nature du PCF. Que signifie: PCF nouvelle bourgeoisie ?
- Le Parti, question de propagande, d'idée ou question qu'on prend en mains aujourd'hui ?
- Le système parlementaire, qu'est-ce que c'est ?
- Qu'est-ce que l'État ? Détruire l'État ou s'y installer ?
- La place des immigrés dans la construction du parti de type nouveau.
- S'engager, s'organiser : une rupture dans son mode de vie.

### 3) Caractéristiques des camarades rencontrés

Ce sont, soit :

- des camarades révoltés anti-syndicalistes qui ont vu, au départ, en nous, ceux qui répondent à leur révolte. La difficulté avec eux est de dépasser le sentiment anti-syndicaliste.

- des camarades immigrés qui se posent des questions sur les rapports entre nationalités, sur les rapports d'État à État, sur le rapport entre la révolution en France et dans leur pays. On en passe inévitablement par étudier la situation dans leur pays.

- des camarades qui ont un passé politique dont il faut faire le bilan à fond (ex: le bilan du PCF).

## CONCLUSION TEMPORAIRE

Les 2 points précédents (rapport des noyaux aux grèves, l'unification) tournent autour de la question centrale de ce qu'est un noyau.

Un noyau, en théorie, on sait ce que c'est. Mais en pratique ? C'est là-dessus qu'est arrivée la discussion. Plusieurs points ont été mis en avant :

- le noyau doit parler du **communisme**. Il doit montrer la société qu'on veut. Parti communiste de type nouveau, cela veut dire un parti qui veut le communisme. On doit parler de l'Histoire, se placer dans l'Histoire: nous sommes dans le capitalisme, nous voulons le communisme.

- le noyau doit parler de l'**Histoire de l'organisation révolutionnaire des ouvriers et du peuple**, en France et dans le monde.

Un camarade raconte que pour lui son rapport à la révolution s'est fait d'abord par les autres révolutions (Chine, URSS, Albanie) et par le rapport aux différentes organisations «M-L» (il lisait le Quotidien du Peuple).

Il faut connaître l'Histoire de l'organisation révolutionnaire des ouvriers, par exemple les différentes tentatives depuis 68 en France.

- de manière générale, on sous-estime la capacité des ouvriers à s'intéresser à la révolution. Or la classe ouvrière a une curiosité pour la politique. Ce qui est vrai, c'est que pris dans le système d'exploitation à l'usine, pris dans les rouages de la vie capitaliste, on ne peut avoir de connaissances précises de la révolution. Beaucoup d'ouvriers, dans cette situation, ont des idées fausses sur la politique.

Par exemple, comment s'imaginent-ils la révolution ? Souvent comme l'anarchie. Ils confondent révolution et généralisation des révoltes, des grèves, des manifs. C'est un effet du syndicalisme sur la représentation de la révolution.

Voilà pourquoi il est important de faire pénétrer la révolution, le marxisme, dans la classe ouvrière. Voilà, il faut que les noyaux s'emparent de la théorie révolutionnaire en la diffusant largement en s'appuyant sur le fait que la classe ouvrière vit dans la politique même si celle-ci est bourgeoise.

\*\*\*\*\*

A la suite de ce bilan, nous nous sommes fixés un plan de travail :

**-1) ETRE ATTENTIF A TOUS LES SIGNES DE RÉVOLTES ET AUX CENTRES D'INTÉRÊTS DE LA CLASSE OUVRIÈRE AUJOURD'HUI :**

Nous sommes déjà intervenus :

- localement sur les impôts locaux dans une ville à municipalité révisionniste.
- sur le front de classe des immigrés et la question du renouvellement des cartes.

Mais d'autres points nous semblent importants, sur lesquels il faut mener l'enquête propre du noyau :

- **le chômage**: il est souvent difficile d'aborder de front cette question. Mais en même temps, elle est pleinement politique, elle n'a de solution que politique. Et puis, autour, se greffent d'autres questions importantes du point de vue de la formation de la classe ouvrière en une véritable classe révolutionnaire: l'intérim, les femmes, les jeunes, l'immigration.

- **l'intensification des cadences**, les mesures disciplinaires renforcées, la tentative d'écraser toute révolte par la menace du renvoi et du chômage.

- la situation internationale: les grands mouvements populaires, du Nicaragua et d'Iran, la montée des risques de guerre avec l'agression vietnamienne au Cambodge, l'instabilité ici même en ont fait un sujet de discussions de plus en plus importantes, une question dont il faut s'emparer pour être capable de se penser ici.

## -2) ARTICULER A CES POINTS LE BILAN DES ÉLECTIONS :

Nous n'intervenons pas simplement sur ces différents points, nous cherchons surtout à en voir la matière politique, les cibles. Par exemple sur les impôts locaux, les interventions et les discussions ont porté sur la construction du Parti de type nouveau comme réponse aux doutes sur la capacité des ouvriers à vraiment s'autonomiser des politiques bourgeoises.

Aujourd'hui, la tâche politique principale nous paraît être de combattre le repli sur soi, l'extrême division qui règne, l'acceptation en fin de compte que la crise frappe «les autres». Cette mentalité de crise est plus forte qu'il y a un an, c'est le produit des élections de Mars: offensive de Giscard, plus de rechange parlementaire, et le syndicalisme qui brasse de l'air.

La combattre, c'est avant tout pour nous, faire avancer la question du parti, la remettre sans cesse devant les yeux de ceux qui fuient, même quand c'est sous la forme de la révolte, c'est faire propagande sur le type de courage, de détermination historique qui soit à la mesure de la situation, c'est rallier d'autres camarades.

Et bien sûr, des tas d'autres questions apparaissent dans la foulée :

- le syndicalisme et son impuissance actuelle.
- les noyaux communistes: quelle étape représentent-ils; quelle réalité par rapport à l'histoire du peuple révolutionnaire depuis 68.
- le maoïsme, la Chine, les pro-chinois...
- la révolution: révolte, anarchie, destruction, construction de quoi ?

## -3) DEUX THEMES D'ÉCOLE :

-a) l'histoire du PCF ? Pourquoi est-il devenu un parti bourgeois, a-t-il changé de couleur. Trois périodes clefs sont étudiées (25-30, 31-34, 44-47).

-b) l'histoire de l'organisation du prolétariat depuis 68. Où se situent les noyaux communistes ?

# le groupe Foudre lance un appel :

Les rapports entre l'art et la politique révolutionnaire, ainsi que l'analyse critique des oeuvres d'art, sont des enjeux centraux où se cristallisent des débats de fond tant sur la connaissance du processus idéologique révolutionnaire que sur le mode de ralliement de la petite bourgeoisie intellectuelle.

L'art est le reflet de la lutte des classes et témoigne sur les rapports de forces qui y travaillent; il prend position et développe un point de vue, une idéologie, une politique vis-à-vis des rapports entre le peuple et la société impérialiste.

C'est une question interne à la politique révolutionnaire et il ne manquera pas de se développer un point de vue progressiste sur le cinéma, la télévision, la culture en général et son utilisation par la société impérialiste contre le peuple.

De ce point de vue là, il n'est pas de pôle maoïste véritable sans une politique en ce domaine !

Le groupe Foudre dans sa nouvelle étape a relancé depuis presque 2 ans son travail dans cette direction. Aujourd'hui, il nous semble qu'il faille aller plus loin.

Dans quelle direction travaillons nous ?

-1) Être réellement une organisation d'avant-garde sur le front de l'art et de la culture. C'est-à-dire développer les traditions d'intervention, offensives et audacieuses, de critique et de propositions sur les courants, au cinéma principalement (comme par le passé contre les courants sexofascistes, révisionnistes, ou nihilistes impérialistes).

Cela exige de nous un renforcement politique de notre capacité d'analyse, de saisir dans leur complexité et dans leur finesse les tendances nouvelles qui se développent; tâche d'autant plus importante que nous assistons à ce que nous appelons un «retour culturel» dans l'ensemble de l'art et de la culture: sorte d'ambiance générale, de retour au passé, de boulimie artistique et de dépolitisation radicale. Cela lié à la conjoncture de crise d'ensemble de l'impérialisme, et de l'absence de perspectives claires immédiates, et enthousiasmantes pour la masse de la petite bourgeoisie intellectuelle après les élections.

Face à cette conjoncture particulière, notre capacité à discerner le nouveau et les moindres failles au sein de l'unanimité apparent du retour culturel est mis à l'épreuve.

Oser aller à contre-courant et faire scandale au risque d'être isolé; mais tenir ferme de façon prolongée est une de nos préoccupations.

-2) Nous devons promouvoir le débat au sein de la petite bourgeoisie intellectuelle sur les réelles questions du moment: la conjoncture, le retour culturel, les courants dans le cinéma et le théâtre, les critères du progressisme et le rôle des artistes progressistes dans la liaison au camp du peuple...

Pour cela, ne pas manquer une occasion de réunir, de rallier et d'intervenir dans toutes les manifestations culturelles intéressantes au niveau local et au niveau national.

Nous devons être à l'avant-garde jusqu'au bout!

Dans le phénomène du retour culturel, la «critique», et donc nous aussi, sera à même à son tour de constituer des courants-forces nouveaux: sur quels critères se baser, que développer comme thèmes ? Voilà un enjeu d'unification et de ralliement !

-3) Être au sein du pôle maoïste ceux qui portent la question des rapports de l'art et de la politique, en parlant des films grand public, de la télévision, en menant activement le débat sur les marchés populaires, ainsi récemment sur «Holocauste», en saisissant chaque occasion (campagne prolongée, meeting) pour y porter la spécificité du projet Foudre dans la politique révolutionnaire; par exemple aujourd'hui dans le soutien au Kampuchéa, le projet d'un film militant.

-4) Être une force de frappe, de dimension nationale. Créer partout des Groupes Foudre regroupés dans une solide organisation nationale !

Nous constatons aujourd'hui dans ce domaine :

- que nombreux sont les camarades au sein du pôle maoïste et proches qui sont intéressés par les questions de l'art.

- que de nouveaux groupes se développent (les «Cahiers Degeyter» à Lille) en province et que certains camarades isolés sont déterminés à en créer d'autres.  
- que dans certaines villes importantes de province ou la petite bourgeoisie intellectuelle est nombreuse, il n'y a pourtant ni Groupe FOUFRE, ni politique en la matière.

Face à cela, nous lançons un appel pour qu'un vaste débat s'engage entre tous ceux qui interviennent, comme maoïstes, sur ce front.

**CRÉONS 1, 2, 3... 10 GROUPES FOUFRE REGROUPÉS  
DANS UNE SOLIDE ORGANISATION NATIONALE !  
SOYONS PLEINEMENT CONVAINCUS QU'IL N'EXISTE  
PAS DE POLE MAOÏSTE AUTHENTIQUE SANS GROUPE  
FOUFRE !**

**PRÉPARONS LE POINT DE VUE D'ENSEMBLE ET  
L'INTERVENTION FOUFRE FACE AU «RETOUR CULTUREL» !**

**VOILA LES TACHES DU MOMENT !**

**LISEZ - ACHETEZ - DIFFUSEZ  
LA PRESSE MAOÏSTE DANS L'ART ET LA  
CULTURE**

**Le Journal d'Eugène Pottier :**  
correspondances: Lutte pour une culture populaire  
BP 1308 - 51 061 Reims Cedex

**Les Cahiers Degeyter :**  
BP 278 - 75 827 Paris Cedex 17

**La Feuille FOUFRE :**  
écrire: A. Auger 14 rue du Chateau d'eau  
75 010 Paris



Le groupe FOUFRE dans la manifestation de soutien du mouvement des foyers, le 18 Novembre à Barbès (Paris)  
(Photo UCFML)

# naissance d'un groupe maoïste étudiant

C'est l'année dernière que les maoïstes de Lille ont décidé de se réapproprier le terrain politique en faculté. Indubitablement nous allions à contre-courant, et à vrai dire le paysage politique était bien morne. En l'absence de tout mouvement, seul l'éclat de débats agités sur les élections venaient quelque peu rompre la monotonie ambiante. Débats dans le hall de la faculté de lettres, lieu privilégié de démocratie de masse, mais qui, dans ces mois électoraux fonctionnait comme un piège: là était «la politique» (tables de presse, trotskystes, UCFML, etc.). Les maoïstes étaient pris dans la nasse du parlementarisme, sans s'en rendre compte.

Notre mot d'ordre d'abstention révolutionnaire tournait quel peu à vide. Certes, nous étions porteurs des grandes contradictions du moment: l'impérialisme parlementariste et son instrument de division du peuple, le syndicalisme d'une part, CONTRE la politique révolutionnaire du peuple et son projet politique: la construction d'un parti communiste de type nouveau avec les CPAC et les Noyaux Ouvriers Communistes, d'autre part. Mais à la faculté, l'évidence des deux camps en la matière ne va pas de soi.

Dès lors, le travail des maoïstes consiste à dénicher les cibles qui clarifient ou bien induisent la contradiction impérialisme parlementariste/politique révolutionnaire.

## UNE CAMPAGNE ANTIFASCISTE.

Janvier 1978, Le Pen le fasciste vient à Lille, il vient y organiser le camp des racistes avec sa campagne sur «1 million de chômeurs - 1 million d'immigrés dehors».

D'un seul coup la situation se dénoue, et comme une ombre, la contradiction anti-racistes anti-fascistes contre le Pen vient coller à la contradiction anti-parlementaristes anti-impérialistes d'un côté contre parlementaristes d'extrême-gauche et autres colleurs d'affiches électorales de l'autre.

Les maoïstes à la fac sont les premiers à alerter l'opinion sur la venue de Le Pen et appellent à des Assemblées Générales qui préparent une manifestation de 150 personnes à Lille le soir du meeting de Le Pen.

Donc la première étape fut de spécifier ce qu'il en était réellement et pratiquement du furieux combat que nous annoncions contre l'ensemble du système impérialiste. Une chose fut désormais établie: les maoïstes ne sont partisans d'aucune rémission, fut-elle électorale ou publicitaire pour leur propre chapelle. Un courant d'opinion favorable aux maoïstes était né; non pas tant par la justesse de leur propos, mais bien parce qu'au moment où certains lustrèrent leur candidat (LCR, HR-PCR, LO...) nous étions à l'oeuvre pour organiser le combat anti-fasciste et anti-raciste. Dans l'élan fut créée la Permanence Anti-Expulsion, qui peu de temps après a entamé une mobilisation contre l'expulsion d'un ouvrier Algérien.

Dans la même période, les maoïstes se portaient à la tête de la mobilisation pour le vidage des fascistes de la faculté. Tête effective, puisque, même reconnue par l'ennemi fasciste qui reviendra sur le terrain avec un tract attaquant l'U.C.F.M.L. Tracts et fascistes qui furent une fois de plus expulsés.

Cet affrontement a été très intéressant du point de vue de la connaissance du «terrain étudiant» d'aujourd'hui. L'après-Mai 68 avait apporté dans ses bagages la disponibilité étudiante pour tous les combats. L'anti-impérialisme, l'anti-fascisme et le soutien aux grèves et occupations d'usine allaient de soi. Aujourd'hui, aux temps de l'anti-fascisme unanime et définitif succèdent ceux, divisés, de la «liberté d'expression pour tous», des «droits de l'homme» et, néanmoins, de la haine tangible, tenace d'une poignée d'anti-fascistes résolus. A la faculté, si les départs des fascistes se faisaient toujours avec un consensus d'au moins 200 étudiants, les minutes qui suivaient étaient de rudes, mais intéressantes, écoles de l'anti-fascisme d'aujourd'hui. Nous avons appris à trouver les mots qui, pas à pas, faisaient des questions de la «liberté d'expression» et de la «violence» un enjeu non-idéologique recentré :

-1 sur l'Histoire: le fascisme et sa genèse dans les défaites et revers du mouvement ouvrier, notamment en Allemagne.

-2 sur le processus de classe: les fascistes acteurs de l'attaque anti-immigrés, bras armé de l'État pour l'écrasement et la division du peuple.

Ceci témoigne d'une conjoncture politique en faculté qui rend âpre et difficile le ralliement des progressistes aux grandes et petites batailles du moment, mais qui a le mérite certain aux yeux des maoïstes, de débusquer, au détour du chemin, les anti-fascistes et anti-racistes de façade.

78 a donc été une période particulièrement féconde:

a) Elle a donné un sens précis, à ce qui dans un premier temps fut du domaine du débat politique et théorique: l'opposition parlementaristes/anti-impérialistes.

b) Elle a tracé la configuration révolutionnaire de l'U.C.F.M.L. aux yeux de l'opinion progressiste en faculté.

c) Elle a témoigné du champ de force dans lequel se déploient les tendances et courants d'opinion à la faculté: l'absence de grands mouvements/la rigueur de l'analyse de la conjoncture.

Néanmoins, chacun de ces trois points, dans leur réalité singulière, marquait en creux (par rapport au mouvement) le revers de leur bon côté: le non-ralliement direct, organisé, d'étudiants à l'UCF ML. Ralliement participant - de notre anti-impérialisme et anti-parlementarisme, - de notre présence révolutionnaire, - du maoïsme comme outil pour éliminer les tendances et courants «noirs» (ex: nihilisme historique, soutenu par K., professeur du séminaire Macchiocci-nouveaux philosophes).

Nous n'avons pu à l'époque constituer de groupe étudiant maoïste parce que nous faisons fonctionner l'U.C.F.M.L. uniquement comme organisation révolutionnaire, battante de l'anti-fascisme et de l'anti-racisme. En fait nous avons conçu la situation en deux temps: premièrement le mouvement et ses tâches, deuxièmement l'organisation et ses exigences: écoles politiques (sur le fascisme, sur l'immigration), unification.

Cette logique ne nous a pas permis de capitaliser les efforts que nous avons déployés pour asseoir notre présence révolutionnaire à la faculté.

## 78/79: UNE NOUVELLE ÉTAPE DU TRAVAIL DES MAOÏSTES DANS LA FACULTÉ.

Cette année, nous avons rectifié et notre matière réelle a été double: le décret du 20 Septembre et la circulaire Bonnet.

Interpellés par des camarades proches de l'UCFML, investis dans un Comité d'Action contre le décret du 20 Septembre, nous nous sommes pas à pas unifiés au projet de l'édification d'un «groupe faculté maoïste»...

Révoltés par le décret du 20 Septembre qui prévoit de mettre au chômage une bonne partie des assistants et la Carte Universitaire (modifiée) qui spécialisera les villes universitaires dans tel ou tel type d'études, une quarantaine d'étudiants de Lille III au début, constituent un Comité d'Action en faisant bilan des grèves de 1976 et notamment de la campagne réactionnaire des syndicats à propos du décret du 20 Septembre: «L'université ne doit pas mourir», «La France ne doit pas brader son capital intellectuel et scientifique», «le rayonnement extérieur de notre capital culturel», etc...

Assez rapidement, le C.A. se divise sur la signification de l'anti-syndicalisme dans la conjoncture d'aujourd'hui.

Acte 1, le C.A. se structure, à un niveau de masse, autour d'un anti-syndicalisme institutionnel («Ralliez le C.A., les organes syndicaux veulent imposer leur vision des choses»). C'est le temps des Assemblées Générales nombreuses où l'unanimité se fait d'autant plus aisément que les syndicalistes (UNEF, SNESUP, MAS) sont visiblement engagés dans une toute autre politique (défense du corporatisme à propos des assistants, les étudiants conçus comme soutien aux assistants uniquement... bref un véritable repoussoir). Point culminant de l'unité du C.A.: le sketch de l'U.V. théâtre, (dont la plupart des acteurs sont au C.A.) contre le décret du 20 Septembre et la circulaire Bonnet, joué dans le Hall de la faculté devant 200 à 300 étudiants. Mais déjà là, une deuxième étape semble poindre à travers l'appropriation inégale et différenciée, par les acteurs, du thème de l'anti-syndicalisme (doit-on mettre en scène le bilan du

mouvement de 1976 et les manoeuvres syndicalistes ? Est-ce que cours « Alice » - Saunier-Séité secrétaire d'État aux universités - est en cause ? ).

Acte 2, la vertébration du C.A. se fait sur la politique, dans le sens où les maoïstes y réactivent la notion d'anti-syndicalisme; on ne tranche plus alors sur un anti-syndicalisme éclairé par les conflits en cours à la faculté, mais ces conflits servent de pierre d'achoppement à un réinvestissement par tous de la conjoncture politique d'ensemble. D'un anti-syndicalisme suspect à toute politique, nous passons au versant alternatif de l'anti-syndicalisme, et ceci avec beaucoup de débats et curieusement avec le courant qui refuse le débat (« les maos manipulent le C.A. », « le C.A. ne doit pas être le lieu d'affrontements politiques »). Les contradictions se cristallisent autour d'un texte, proposé par les camarades du groupe faculté, qui cible un peu ce que peut être le C.A. :

- être anti-capitaliste.

- être de la politique qui combat la logique de division du peuple de l'État impérialiste: le chauvinisme, le racisme (circulaire Bonnet, expulsions d'étudiants étrangers), l'anti-progressisme et anti-révolutionnarisme (les différentes lois visant à « redresser l'université », depuis Mai 68, aujourd'hui le décret du 20 Septembre et la Carte Universitaire.

- et ceci contre tous ceux qui appliquent ou veulent cette politique, qu'ils soient de droite ou de gauche.

C'est finalement le bilan ininterrompu, et non achevé (les questions évoquées plus haut sont largement ouvertes) du C.A. et de ses courants qui indique les contours du groupe faculté maoïste, qui le marque, au présent, comme seul capable d'organiser au sens strict et d'offrir l'alternative politique révolutionnaire aux deux bourgeoisies.

## CONTRE LA CIRCULAIRE BONNET.

Par ailleurs, nous sommes investis dans le Comité de Défense des Étudiants Étrangers (CDEE) qui lutte contre la circulaire Bonnet. Nous avons traversé une première étape où le CDEE se bornait à faire les bureaux de la faculté, à se dépenser en délégations sans pour autant faire un réel travail de mobilisation. La deuxième étape est marquée par l'entrée dans le CDEE des camarades du C.A. et la mise en place d'actions de masse:

- sketch dans le Hall, par le groupe théâtral.
- occupation à 60 des locaux administratifs de la faculté.
- rassemblement en ville (200 personnes).

Donc nouvelle phase du CDEE qui, de fait, pose le même problème qu'au C.A.:

- . quel travail prolongé sur la circulaire Bonnet
- . combattre les courants défaitistes qui remettent toujours au lendemain ce qui est du domaine du mouvement.
- . existence du courant de refus de la politique qui s'investit principalement dans le déversement de calomnies sur l'UCF (« le CDEE est magouillé par les maos »).

Originalité du CDEE: les camarades français y sont très largement en majorité.

\* \*

Aujourd'hui, nous pouvons dire que nous sommes, en faculté, dans une phase de confirmation de nos tentatives politiques et organisationnelles, et par ailleurs en enquête ininterrompue sur l'apparition de courants et de tendances chez les étudiants qui permettent de retourner la conjoncture de rejet de la politique en prise de parti pour les plus progressistes des étudiants.

# NOTES

## algérie

### CHADLI: LE COMPROMIS.

Indépendamment de tout jugement sur la nature interne de son régime, nous avons toujours soutenu dans l'Algérie un pays du Tiers-Monde soucieux de son indépendance nationale, et jouant un rôle actif dans la lutte des pays du Tiers-Monde contre les impérialismes. Cela s'est manifesté en particulier dans les positions Algériennes au sein de l'OPEP et de la CNUCED et dans son soutien à la lutte du peuple Saharaoui.

La mort de Boumedienne va-t-elle contribuer à infléchir la politique internationale de l'Algérie ? Le congrès du FLN a vu l'affrontement de tendances contradictoires. Il apparaît que la nomination de Chadli à la présidence de la République est l'effet de l'impossibilité d'une tendance à l'emporter nettement sur l'autre et se présente donc comme un compromis provisoire.

En ce qui concerne la politique extérieure de l'Algérie, elle devrait donc conserver pour un temps les mêmes orientations.

Mais l'aggravation des contradictions mondiales et donc des pressions exercées sur les pays du Tiers-Monde par les superpuissances et les inévitables modifications des rapports de force internes doivent nous rendre attentifs à l'évolution intérieure de cette politique.

## sahara

### LA LUTTE CONTINUE ET REMPORTE DES VICTOIRES

L'occupation de la ville marocaine de Tan-Tan, ainsi que d'autres opérations militaires récentes, sont des victoires éclatantes du peuple Saharaoui. La guerre populaire prolongée qu'il mène contre les armées mauritaniennes et marocaines pour son indépendance nationale a déjà réussi à provoquer le renversement de Mokhtar Ould Daddah en Mauritanie et la quasi-neutralité de ce pays. Le Front Polisario a alors pu concentrer ses forces contre l'envahisseur marocain et lui inflige de lourdes défaites. Aucun doute pour nous qu'il s'acheminera vers la victoire et l'indépendance.

VIVE LA LUTTE DU PEUPLE SAHARAOUI !

## le P.S. après la défaite

Remous au P.S. Mauroy s'allie avec Rocard qui part en guerre contre l'archaïsme et Mitterrand, le CERES fait des avances à Mitterrand et envisage de revenir à la direction du parti tout en perdant une partie de ses militants séduits par la dynamique Rocard. Mitterrand cherche à planer au-dessus de la mêlée, attaque fermement Giscard, fait profession de foi marxisante, affirme bien haut que les succès du P.S. c'est lui. Chacun affecte de mépriser les sordides ambitions personnelles des autres et stigmatisent les vils « courtisans » dont les adversaires s'entourent et tous lancent de vibrants appels à l'unité du Parti tandis que tournoient les concepts: rupture avec le capitalisme ou social-démocratie, ligne d'Épinay ou de Nantes, gauche américaine ou gauche stalinienne, archaïsme ou modernisme, rigueur ou utopie. Et cette querelle interne devient pour toute la presse bourgeoise une affaire nationale de première importance.



Mitterrand ... Estier ... Rocard ... Mauroy

## QUE SIGNIFIE TOUT CE BRUIT ?

L'origine de ces luttes internes, c'est bien sûr la défaite de la gauche en Mars 78 et son nécessaire bilan.

Nous avons maintes fois analysé les contradictions internes de l'union de la gauche. Fondamentalement, ces contradictions viennent de ce que le PCF, parti de la nouvelle bourgeoisie bureaucratique d'État, et le P.S., qui est majoritairement un parti de la bourgeoisie libérale classique, n'avaient pas et ne pouvaient avoir le même projet de société à long terme. Ceci a éclaté avant les élections à l'initiative du PC qui n'a pas jugé utile d'aller au pouvoir en position de second, en pleine crise économique.

Dès le lendemain de l'échec, le PC redoubla d'attaques contre le PS, laissa pourrir sur pied les velléités de contestation interne et se replia dans un isolement sectaire à l'égard des autres forces parlementaires. Pas d'échéances électorales en vue, le PCF travaille patiemment à son propre renforcement. Ce qui lui importe aujourd'hui, c'est d'être partout présent dans les mouvements qui se développent contre la crise dans le Nord, en Lorraine, à Nantes et ailleurs pour tenter d'en prendre la direction, et de se présenter ainsi comme la seule force «anticapitaliste», avec comme objectif de recentrer, d'étendre son pouvoir d'embrigadement du peuple et également de montrer que sur ce terrain là, le PS est nul.

Car tactiquement, ce que veut le PCF aujourd'hui, c'est faire éclater le PS et en récupérer les débris. Ce faisant, il dévoile évidemment chaque jour un peu plus son projet à long terme de capitalisme bureaucratique d'État, ce qui se traduit en particulier par une campagne nationaliste et chauvine sans précédent. La stratégie du PCF n'a pas variée: il sait que son projet à long terme est spécifique, il sait qu'il ne peut véritablement gouverner que seul, il sait que pour cela il lui faut encore accumuler les forces, le reste n'est qu'alliances électorales tactiques qui ne sont plus utiles aujourd'hui.

## LE PS DIVISÉ SUR SON PROJET

Le PS lui, ne peut en aucune façon se permettre cette sorte de tranquille assurance. Mitterrand a réussi un assez beau «coup» avec l'union de la gauche: grâce à elle, il a recréé un parti socialiste qui s'était réduit, de compromissions en trahisons, à presque rien. Dans ce cadre, il a ramassé tout ce qui traînait de débris de la vieille social-démocratie, y a ajouté des bandes entières de jeunes politiciens impatients d'accéder aux pouvoirs, municipaux puis nationaux, a pimenté le tout de fragments de mouvement de Mai 68, d'écologistes et de «penseurs utopistes» et il a appelé cela: Parti Socialiste.

Pas de «projet de société», un appareil faible, mais un objectif simple: tout faire pour ramasser le plus de voix possibles et «passer» aux élections, après on verrait, aussi bien pour ce qui concerne ce qu'on ferait du PCF que ce qu'on ferait tout court, face à la crise.

Seulement l'union de la gauche lui claque entre les doigts et le PS perd les élections. Situation délicate; voilà un parti artificiellement gonflé par les échéances électorales qui se trouve soudain suspendu entre un PCF imperturbable et Giscard qui continue à gouverner, et plus d'élections en vue à court terme. C'est tout simplement son existence sur l'échiquier parlementaire qui se trouve mise en question. Il lui faut absolument trouver une raison d'être, c'est-à-dire un «projet de société» et une stratégie crédible de prise du pouvoir, donc un système d'alliance, alors que les forces centrifuges, comme c'est normal en pareil cas, se déchaînent en son sein et menacent de la faire éclater.

Voilà pourquoi toutes les autres forces bourgeoises se penchent avec tellement d'attention sur son cas, et font grand bruit autour des «débats» qui le traversent.

Le PS est en effet l'élément fragile de l'équilibre-parlementaire actuel. Il est clair que le RPR, malgré ses incartades pseudo-gaullistes ne prendra pas le risque de scier la branche sur laquelle il est confortablement assis, mais l'avenir et les choix du PS sont, eux, incertains. Le débat en son sein concentre donc à lui tout seul l'essentiel de la vie politique parlementaire, et il est orchestré comme tel.

## QUE PEUT FAIRE LE PS ?

En gros, il y a deux voies. **Maintenir, tenir le cap, c'est ce que propose Mitterrand.** Autrement dit conserver la même stratégie d'union de la gauche. Le problème évidemment, c'est le PC. Il faudrait qu'il change et il n'a pas l'air d'en prendre le chemin. Il faut attendre dit Mitterrand, le PC finira bien par comprendre «où est son intérêt», en peut tout au plus essayer de l'y aider en faisant appel à la base contre le sommet. Mitterrand se retrouve donc en compagnie du CERES, ferme partisan depuis toujours du PCF.

Mais cette attitude, très passive, n'a vraiment rien d'enthousiasmant. **Alors les jeunes politiciens dynamiques, derrière Rocard, passent à l'offensive:** il faut, disent-ils, définir un projet de société, en finir avec l'archaïsme, tenir compte des contraintes économiques, autrement dit, rendre le PS plus autonome de la stratégie de l'union de la gauche.

Pour ce qui est de la base de masse organisée indispensable à ce genre de projet, on cherchera du côté de la CFDT, des associations «populaires» diverses et variées.

Mais en fait de politique, de programme, on a surtout des phrases creuses. Et c'est bien normal car une telle autonomisation du PS le conduirait nécessairement à afficher sa nature de parti bourgeois du capitalisme libéral et à le rapprocher de Giscard, de qui il faut malgré tout se distinguer. De là que Rocard se lance surtout comme un politicien à l'américaine, faisant beaucoup plus de propagande sur sa personne, sur son style, sur ses qualités: compétent, réaliste, que sur un quelconque programme. Au secours de Rocard est venu Mauroy, le vieux rival de Mitterrand. Mauroy veut profiter de l'usure que ses défaites électorales répétées ont infligé à la personnalité de Mitterrand, il joue donc provisoirement Rocard, mais fort de son contrôle d'une partie de l'appareil du PS, il garde son autonomie, prêt à renverser ses alliances le moment venu.

L'enjeu de ces rivalités, c'est le pouvoir au sein du PS qui se jouera au prochain congrès à Metz, et par voie de conséquence, la candidature aux élections présidentielles de 81. Avant le congrès, les luttes sont acharnées, le climat «humain» s'est paraît-il considérablement dégradé entre les dirigeants. Mitterrand a refusé la «synthèse» avant le congrès, forçant ses adversaires à l'affronter ouvertement, il compte sur sa science rusée des congrès sociaux-démocrates et sur la crainte de l'éclatement pour l'emporter.

Mais à Metz, rien ne sera vraiment réglé. Car le PS, s'il ne veut pas courir droit à l'éclatement n'a pas intérêt à trancher sur le fond. Il lui faut conserver deux fers au feu: l'union de la gauche mais aussi la possibilité d'une alliance Giscardienne. Un choix net entre ces deux stratégies en détacherait inévitablement une partie. L'ambiguïté est le prix de son unité.

Voilà pourquoi, après avoir tant polémique, les parties en présence trouveront à Metz un compromis derrière le plus fort, jusqu'à la prochaine polémique...

Le PS n'a pas fini de faire les manchettes de la presse bourgeoise et d'animer le jeu parlementaire, d'autant plus nécessaire à la bourgeoisie que la crise s'aggrave...

# L'IMPERIALISME FRANÇAIS EN AFRIQUE

## TENDANCES ACTUELLES

Dans la conjoncture mondiale de rivalités inter-impérialistes croissantes et d'accumulation des dangers de guerre mondiale, l'impérialisme français s'évertue à conserver sa sphère d'influence, en particulier dans ses néo-colonies d'Afrique. Il déploie une activité sans équivalent de la part d'un impérialisme secondaire européen pour s'opposer aux luttes des peuples contre sa domination et pour contrecarrer les plans de pénétration du social-impérialisme soviétique.

Cette spécificité est liée à la politique de la bourgeoisie impérialiste française depuis la 2<sup>ème</sup> guerre mondiale: face aux luttes grandissantes des peuples colonisés, et en bilan de son enlèvement en Indochine (et son échec en Algérie par la suite), celle-ci a adopté une pratique de développement d'appareils d'États intégrés dans la «Communauté Française» (1944 discours de De Gaulle à Brazzaville, 1956 loi-cadre Defferre, 1958 référendum gaulliste pour ou contre la «communauté», 1960 indépendances formelles) qui a abouti à la création d'États néo-coloniaux inféodés directement à la métropole, contrôlés par la présence de troupes, de «co-opérants», de civils semi-colons/semi-cadres de l'État et des principales entreprises minières, industrielles, etc...

Ce schéma a cependant subi des modifications relatives depuis les années 60: si il demeure dominant dans plusieurs néo-colonies-types (Côte d'Ivoire, Gabon, Sénégal, Cameroun, Centre-Afrique - avec toutes les spécificités propres à chacun de ces pays) il est accompagné d'une nouveauté: le développement d'une classe d'affairistes (immobilier, import/export, plantations agricoles de primeurs, cliniques privées, petites entreprises de transformation...) venant renforcer la présence française (à travers la fourniture de capitaux, de cadres, et même de colons français directs ouvrant des entreprises de ce type eux-mêmes) parallèlement aux interventions dans les affaires de l'État lui-même.

### L'OFFENSIVE AFRICAINE DE L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS

Depuis quelques temps, Giscard d'Estaing a multiplié les discours et les projets emphatiques au sujet de l'Afrique («L'Afrique aux Africains», «l'appel de Yaoundé» fait au cours de son voyage au Cameroun en Janvier 79, etc...)

Que dit-il ?

- la coopération économique présente un intérêt fondamental pour les pays selon l'axe Nord/Sud (pays impérialistes/pays du Sud de l'Europe et pays du Tiers-monde).
- l'Afrique doit rester aux Africains.
- sa défense doit être l'affaire des Africains réunis pour l'occasion, encadrés par les militaires français, et au besoin de corps expéditionnaires de l'armée française.

Reprenons cela: quelle est la traduction dans le réel de ces formules. D'abord, la volonté de l'impérialisme français d'apparaître comme le garant des intérêts impérialistes de la C.E.E. (marché commun) et de l'impérialisme U.S. en Afrique francophone contre les mouvements de masse anti-néo-coloniaux, mais aussi contre les tentatives d'extension de sa zone d'hégémonie de la part de l'URSS (y compris là aussi en partie pour le compte des USA qui ne souhaitent pas intervenir directement).

C'est le cadre général, non-dit, qui implicitement justifie la présence de troupes françaises d'élite stationnées dans plusieurs pays d'Afrique (officiellement - chiffres très sous-estimés - environ 1000 au Sénégal, quelques centaines au Gabon et en Côte d'Ivoire, plus de 2000 au Tchad, 5000 à Djibouti pour dissuader les velléités d'annexion Éthiopienne ou Somalienne, et «conseillers» en nombre inconnu partout en Afrique francophone, plus des pelotons d'aviation en Mauritanie et ailleurs, etc...).

En effet, «l'Afrique aux Africains» dans la bouche de Giscard, c'est «l'Afrique aux Français». Les non-Africains n'englobe pas dans son esprit la puissance coloniale et néo-coloniale française dont «les liens déjà anciens» avec l'Afrique sont rappelés à chaque message diplomatique avec le plus parfait cynisme et dans le plus pur style colonial.

Ne voit-on pas également ce cynisme incroyable dans l'appel de Yaoundé faisant l'éloge de la paix sociale et extérieure en Afrique alors que le Cameroun, de 1955 à 1965, a connu une intervention particulièrement sanglante et brutale de l'armée française impérialiste pour s'opposer au mouvement de libération nationale opposé à la solution néo-coloniale, guerre qui a fait plusieurs dizaines de milliers de victimes et a laissé une trace indélébile dans la société de ce pays. L'attitude paternaliste du «chasseur de safari» Giscard en Afrique cache mal le sang des Saharais, des Tchadiens, des Ivoiriens, des Zaïrois aujourd'hui, des Malgaches, des Algériens, des Camerounais, des Gabonais hier.

D'autre part, l'impérialisme français tente de s'appuyer sur le renforcement des États néo-coloniaux actuels, en particulier avec le plan de «force inter-Africaine de sécurité». Ceci pour suppléer aux difficultés grandissantes de ses troupes d'intervention extérieures (parachutistes, légionnaires, infanterie de marine, etc...). En effet, les interventions se



Giscard et Mobutu

multipliant, ils faudrait faire intervenir d'autres corps que ceux prévus actuellement, composés uniquement de professionnels engagés. L'emploi de ces corps, où il y a des proportions importantes d'appelés poserait des problèmes politiques intérieurs. D'autre part, la constitution d'armées nationales fortes dans ses néo-colonies semble hasardeux à l'impérialisme français - les généraux se vendant souvent au plus offrant des impérialismes et disposant d'une capacité de pression grâce au poids militaire, Cf certains aspects pro-URSS de certaines périodes du régime «marxiste-léniniste» tendance Saint-Cyr Coëtquidan des officiers du Congo Brazzaville).

Une espèce de force type «casques bleus» Africains, coiffée par des officiers et sous-officiers français (éventuellement baptisés «conseillers») permettrait à l'impérialisme français d'avoir un peu plus de champ.

Ce plan impérialiste et le développement de la classe affairiste sont complétés par l'implantation de français dans ces pays. Il y a plus d'un million de français à l'étranger (surtout des actifs) et le mouvement est favorisé par diverses campagnes, rendues efficaces par la conjoncture de crise économique.

### NOTRE POSITION, NOS TACHES

Nous devons tout particulièrement dénoncer les nombreuses interventions de l'armée impérialiste en Afrique et le développement de la «coopération» et de l'émigration de cadres et techniciens. Nous reviendrons sur ce deuxième point dans un autre article.

Pour le premier aspect, on a vu dans l'année 78 l'impérialisme français envoyer des troupes au Zaïre contre les émeutes anti-impérialistes et les interventions du F.N.L.C., fraction pro-social-impérialisme de l'opposition Zaïroise, pour défendre les intérêts français dans les mines du Shaba, intérêts liées aux positions de force des impérialismes occidentaux à travers les exigences du F.M.I. dans ce pays riche et stratégique.

## TCHAD: HISTOIRE ET ACTUALITE

### LE PAYS, LE PEUPLE, SON HISTOIRE AVANT LA COLONISATION

Comme pour beaucoup de pays d'Afrique, les frontières du Tchad ont été fixées par les colonisateurs en fonction des contradictions entre eux et de leur politique de «diviser pour régner» (la frontière Est du Tchad est au point de rencontre de l'impérialisme Britannique et de l'impérialisme français, en deça du niveau de Fachoda et de son «incident» (1)).

De ce fait, le pays englobe 3 zones principales recouvrant des différences climatiques et historiques :

- la zone Nord (Borkou-Ennedi-Tibesti). Zone saharienne, quelques oasis. De l'uranium et autres richesses minières potentielles. Population de nomades, les Toubbous surtout (au nombre de 200 000 aujourd'hui). La structure de la société Toubboue, était spécifique: peu de hiérarchie dans les clans, chefs coutumiers (plus ou moins élus ou s'imposant quelques temps) tardivement ralliée à l'Islam, déjà relativement affaiblie au début de la colonisation par les conflits avec les États centraux.

- la zone Centre: zone Sahélienne (savanes) éleveurs nomades ou semi-nomades, de religion Islamique, parlant une langue dérivée de l'arabe. Richesses minières et élevage.

(1) Fachoda: village du Soudan où en 1898, une colonne française se heurta à une armée Britannique. Cette confrontation des deux forces coloniales de la région aboutit, après une crise grave entre les «métropoles», à la délimitation à l'Est de l'empire colonial français, passablement humilié par la force militaire supérieure alors des Britanniques.



Hélicoptère et «conseillers» militaires français en Mauritanie contre les Saharaouis.

Cette année a également vu toute une série d'interventions militaires et politiques, de l'intervention des «conseillers», pilotes, officiers et sous-officiers opérant en Mauritanie dans la guerre contre le mouvement de libération nationale Saharaoui, à la participation des troupes françaises stationnées en Côte d'Ivoire aux opérations contre les paysans Ivoiriens tentant d'échapper au bas prix de pillage du café imposé par l'impérialisme français en allant vendre leur produit dans les pays frontaliers.

L'une des plus importantes de ces interventions de l'impérialisme français reste cependant celle qui se poursuit au Tchad depuis plus de 10 ans de manière massive. Aujourd'hui, plus de 2000 militaires et des milliers de cadres et coopérants «administratifs» et techniques s'ingèrent sans limites dans les affaires intérieures du Tchad.

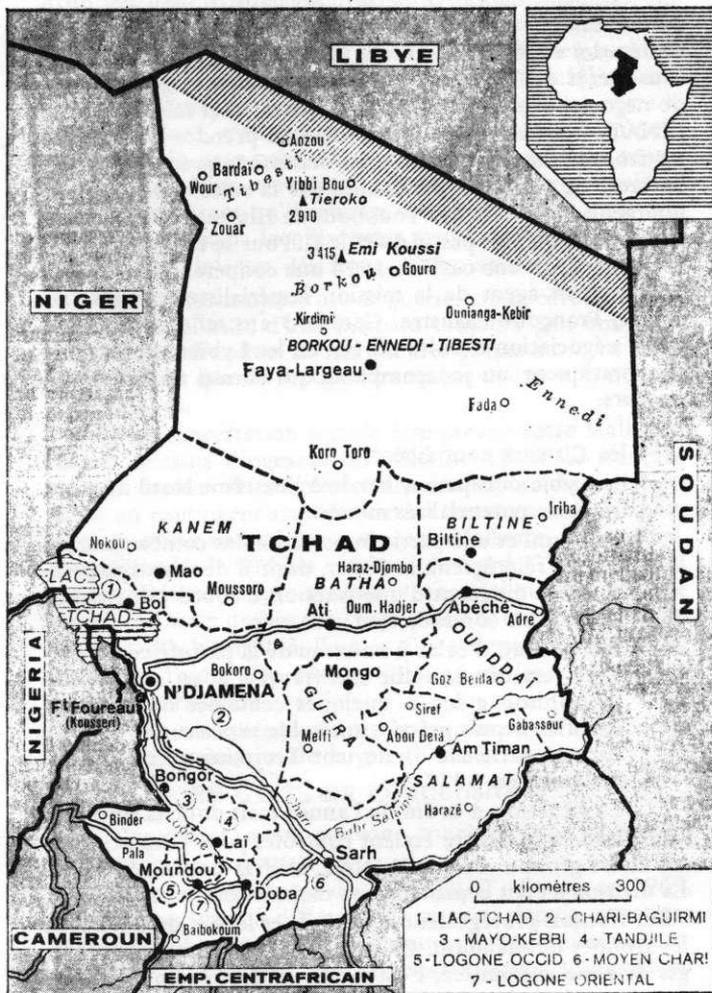
La situation dans ce pays constitue un cas d'une grande clarté sur les méfaits de l'impérialisme, et qu'il faut à ce titre populariser aujourd'hui dans le travail de masse maoïste.

Avant la colonisation, cette zone connut une histoire complexe et riche: depuis le 9ème siècle après Jésus Christ, des États (sultanats, royaumes, empires) se constituent, dont la force sera variable selon les périodes et les conflits entre eux. Cette histoire de l'Afrique Islamique sub-saharienne nous rappelle avec beaucoup d'autres exemples dans d'autres régions que l'Afrique est un continent qui a une longue histoire et un grand rayonnement. On peut rappeler ainsi que certains sultanats du Tchad avaient des relations avec l'empire Ottoman, dont ils constituaient le dernier maillon septentrional au 18ème siècle.

- la zone Sud: peu étendue (les 4 provinces du Sud) cette zone est la plus prospère sur le plan agricole. C'est la possibilité de faire pousser le coton qui a constitué le principal intérêt des colonialistes français pour le Tchad. Les populations (les Saras surtout) qui y vivaient étaient organisées selon la communauté paysanne limitée au village. Ils subissaient des raids fréquents de la part des armées des États du Centre.

### LA COLONISATION FRANÇAISE : LE BOULEVERSEMENT FORCÉ DES SOCIÉTÉS TCHADIENNES.

Profondément enchassé au coeur de l'Afrique, le Tchad ne fut «pacifié» (c'est-à-dire détruit) que vers la fin du XIX-début du XXème siècle. A la suite de Fachoda, les impérialistes français et britanniques limitent les frontières Est tandis qu'après la guerre de 14-18, la France récupère les possessions Allemandes du Sud du pays.



se déroulèrent avant la seconde guerre mondiale ainsi que d'autres luttes dans d'autres régions. Mais on a plus de renseignements sur la période suivant la seconde guerre mondiale. Celle-ci a en effet été l'occasion du développement des forces politiques des peuples colonisés: requis par les gaullistes pour constituer une partie non négligeable des Forces Françaises Libres (FFL), des régiments d'Africains, de Nord Africains, de Polynésiens et d'Antillo-Guyanaïses, etc... parcourent l'Europe et l'Afrique du Nord, prennent contact avec d'autres peuples colonisés, avec des gens des peuples Européens, etc... C'est après la rentrée des anciens combattants (quelquefois même à partir de leurs organisations) que des partis politiques se créent en Afrique: les « colonisés » poussés en avant dans les combats très meurtriers de cette guerre, y trouvèrent des forces supplémentaires dans leur combat national.

Au Tchad, en 1946 une section du RDA (2) se crée, c'est le P.P.T.-R.D.A. (Parti Progressiste Tchadien section du Rassemblement Démocratique Africain). Le P.P.T. par sa ligne démocratique, opposée à la culture du coton et aux chefferies à ses débuts, favorable à l'indépendance se fait une base de masse dans le peuple de la zone cotonnière et dans la petite bourgeoisie employée dans l'appareil d'État. Mais progressivement, suivant l'évolution de tout le R.D.A. vers la conciliation avec l'impérialisme français, le P.P.T. se transforme en pion de rechange néo-colonial de l'impérialisme français et appelle à voter oui au référendum gaulliste de 1958, c'est-à-dire contre l'indépendance (3).

Un petit groupe d'intellectuels et de syndicalistes refusent cette ligne et créent un parti, l'Union Nationale Tchadienne (U.N.T.), appelant à voter non, pour l'indépendance - et définit un programme de type démocratique national anti-néo-colonial.

## LE RÉGIME NÉO-COLONIAL DE TOMBALBAYE LA LUTTE ARMÉE DU FROLINAT

Le P.P.T., avec à sa tête François Tombalbaye, instaure un régime néo-colonial type, en 1960, lors de « l'indépendance ». Pillage du coton au profit de l'impérialisme français, répression des autres partis, pléthore de fonctionnaires concussionnaires, et discrimination anti-musulmane, la base du régime étant le Sud riche en coton et dont les membres de l'appareil d'État sont pour l'essentiel originaires.

Par exemple, en 1963, à la suite d'une manifestation dans la capitale pour protester contre l'emprisonnement de 5 ministres musulmans, l'armée franco-fantôme tire sur la foule, faisant près de 300 victimes.

Dans le Nord et le Centre, les agents des impôts lèvent les taxes plutôt deux fois qu'une chaque année: de nombreuses révoltes éclatent, des fonctionnaires sont assassinés. A la suite des répressions féroces du gouvernement, des hommes prennent le maquis. L'U.N.T. appelle à la constitution d'un front de libération nationale. Il est fondé en 1966, c'est le FROLINAT (Front de Libération National du Tchad).

De 1891 à 1913, la pénétration française se heurte à une forte résistance des États monarchiques et sultanats du Centre du pays. Dès cette époque, une résistance existe et des succès limités sont enregistrés. Ainsi plusieurs colonnes françaises furent éliminées complètement. En 1913, le dernier bastion des États féodaux fut détruit à coups de canons, dans un massacre de milliers de combattants.

La colonisation sape pratiquement complètement les moyens de vie des Toubous, en particulier en concurrençant le commerce trans-saharien traditionnel par des convois de camions. Dans le centre, la destruction des prérogatives des États féodaux est accompagnée d'une « fonctionnarisation » des anciens féodaux et religieux collaborateurs, sommés d'exercer leur autorité sur les masses au profit des colonisateurs. Quant au Sud, son cas est particulier. Rapidement (1926), les colonisateurs, profitant des bonnes conditions climatiques, voulurent introduire la culture du coton, comme ils le firent dans d'autres pays d'Afrique Centrale, culture destinée à alimenter leurs monopoles cotonniers.

De ce fait, il leur fallut structurer une chefferie bureaucratique afin d'imposer au peuple la culture de ce produit contre de l'argent. Le marché était un marché de dupes: d'abord parce qu'il détruit complètement les échanges traditionnels et la base alimentaire de la société, ensuite parce que les ressorts de la société toute entière sont dans les mains des colonisateurs. De cette chefferie bureaucratique sont nées les couches supérieures de la société néo-coloniale qui seront mises au pouvoir lors de l'indépendance formelle de 1960.

## LES LUTTES ANTI-COLONIALES AVANT L'INDÉPENDANCE

Contre les privilèges des chefferies bureaucratiques du Sud, contre la culture du coton, des révoltes sanglantes

(2) Le Rassemblement Démocratique Africain, créé juste après la 2ème guerre mondiale, regroupait des forces dans presque tous les pays de l'Afrique francophone. Au départ de son activité, ce parti prôna une ligne anti-coloniale et pan-Africaniste (unité Africaine) Mais assez rapidement il se divisa en sections locales indépendantes, structurant les aspirations au pouvoir néo-colonial de leurs dirigeants.

(3) En 1958, De Gaulle en accédant au pouvoir lance un référendum dans les colonies proposant une « communauté » Africaine liée à la métropole. C'était un aménagement de la loi-Cadre de Defferre promulguée en 1956, et constituait les prémisses des indépendances néo-coloniales d'aujourd'hui. En votant « oui » on acceptait ce statut, en votant « non » on accordait à l'indépendance. Seule la Guinée vota majoritairement « non » et proclama l'indépendance, subissant alors la vindicte et les sanctions économiques de l'impérialisme français pendant 20 ans.

Ce front se développe rapidement en récupérant des armes et en balayant les troupes, au moral peu élevé, de F. Tombalbaye.

En 1968, au bord du gouffre, le régime fait appel à un corps expéditionnaire de l'impérialisme français: 6000 légionnaires et soldats arrivent et se basent dans quelques villes du Centre et du B.E.T. Elles doivent «nettoyer» le pays. Mais elles échouent complètement, et comme c'est le cas fréquemment dans ce type de guerre anti-populaire, ne font que contrôler les villes et les routes, le jour. L'armée française subit de nombreuses pertes (au moins 100 tués, des centaines de blessés). Des appelés des «DOM-TOM» protestent contre leur engagement de force dans cette guerre (lettres au «Nouvel Observateur», etc...). Depuis, seuls des engagés volontaires sont envoyés dans le corps d'intervention extérieur.

Il faut remarquer qu'à l'époque, 10 ans après la guerre d'Algérie, après Mai-68, la faiblesse politique du peuple en France a fait qu'aucune force de masse organisée contre cette expédition ne s'exprima. Cela permet de prendre la mesure de nos tâches de révolutionnaires maoïstes et des progrès réalisés et à poursuivre.

Malgré des pratiques barbares (tortures de «suspects», abattage massif du bétail, empoisonnement des puits, bombardement au phosphore de villages ralliés au FROLINAT. etc...) et des tentatives de ralliement de chefs du Centre et du Nord, l'armée française ne contrôle pratiquement que la capitale et la zone cotonnière du Sud. Les français ne laissent alors que le nombre de soldats nécessaires à ce contrôle.

## LE COUP D'ÉTAT ET LA SITUATION DEPUIS 1975

Finalement, en 1975, Tombalbaye est renversé par un coup d'État militaire. Des officiers et leurs troupes, mécontents de leur sort (armée encerclée par le Front dans des garnisons éloignées, pas payés régulièrement, etc...) attaquent la présidence et tuent Tombalbaye dont les exactions répétées jusqu'à l'intérieur de l'appareil d'État ne le firent regretter par personne. Les services français étaient très probablement d'accord avec ces militaires.

Un officier supérieur, Félix Malloum, prend le pouvoir. D'abord il essaye de se débarrasser de l'image de fantoche complet de l'impérialisme français du régime Tchadien. Mais face au développement de la rébellion, il refit appel bien vite à l'armée française. Depuis lors, 2000 soldats sont officiellement sur place, plus les instructeurs militaires et les coopérants de toutes sortes au nombre inconnu, ainsi qu'une escadrille de Jaguars-Bombardiers.

## LE FROLINAT, HISSÈNE HABRÉ, LA POLITIQUE DITE DU «TRIANGLE UTILE»

Depuis, la situation politico-militaire est extrêmement complexe. En effet, si le FROLINAT disposait à ses débuts d'une direction unifiée, des inégalités de développement entre les régions sont apparues (il y a eut plusieurs périodes de constitution des différentes armées du Front).

De plus, le front n'est pas une force homogène: c'est un regroupement :

- de révoltes de tribus et de clans du Centre et du Nord, prenant le maquis du chef au dernier des combattants,
- de forces politiques constituant une zone d'influence autour d'une pratique de type «bourgeois national» ou de radicalisme petit-bourgeois dans certains cas.
- de toutes les situations entre ces deux caractéristiques.

Mais aussi, compte-tenu du manque de principe de certaines fractions, le front est perméable aux interventions extérieures, Soudanaises et Lybiennes au nom de l'Islam, et françaises bien sûr.

Le front est donc divisé, voire il subit des scissions, consolidées ou momentanées. Si les forces non-gouvernementales du FROLINAT contrôlaient les 2/3 du pays, l'indépendance réelle et l'intégrité du Tchad n'était nullement acquises dans les années 73-78.

**Hissène Habré:** ce personnage illustre bien ces difficultés. En effet, ce fils de chef d'un clan Toubbou, après des études supérieures à Paris, retourne au Tchad et devient sous-préfet de Tombalbaye dans sa région d'origine. Chargé de négocier avec Goukouni, autre fils de chef rallié au FROLINAT, il rallie la rébellion, tente de prendre la direction du front, échoue et finalement scissionne avec 2000 combattants de son clan, dénommés par la suite dans la presse bourgeoise les «rebelles Toubbous de Hissène Habré». Avec eux, il contrôle une partie du B.E.T.. Pour se faire connaître, il capture dans une oasis en 1974 une coopérante du CNRS, épouse d'un agent de la mission impérialiste française au Tchad, Françoise Claustre. Gardée 3 ans, elle sera l'enjeu d'une négociation occulte où Habré, les Lybiens et les français pratiquent un jeu complexe qui aboutit aux résultats suivants:

- \* les Claustre sont libérés.
- \* La Lybie occupe une bande à l'extrême Nord du pays, riche de potentialités minières.
- \* Goukouni et une partie importante des combattants de Habré réintègrent le Front, dont il devient apparemment le dirigeant d'une fraction d'abord pro-Lybienne puis en contradiction avec eux.
- \* Habré, coup d'éclat à nouveau de la part de ce personnage versatile, se rallie aux français et en monnayant sa trahison grâce à quelques centaines de «fidèles» (gonflés depuis grâce à une solde supérieure à celle de l'armée officielle !) devient 1er ministre du régime Malloum en 1978 !

La situation à la fin de l'année était donc la suivante:

- Le Nord et le Centre étaient contrôlés pour l'essentiel par les divers groupes du FROLINAT, sauf la bande Lybienne. La division n'était cependant pas moindre entre ces groupes.
- Les français protégeaient la capitale et le Sud du pays avec les troupes de Malloum. En cela, ils ne faisaient que protéger la zone cotonnière, c'est-à-dire ce que les impérialistes appellent dans leur sinistre logique le «triangle utile» du Tchad, le reste ayant été laissé à son sous-développement et à l'anarchie provoquée par la cassure coloniale.
- Les forces armées du Nord (F.A.N.) de Habré étaient stationnées à l'Est de la capitale et circulaient dans le Ouaddaï.
- Malloum et Habré célébraient la «réunification» (dont on voit le véritable caractère sur le plan de la situation militaire) sous les yeux attendris des généraux français.

## LA SITUATION DÉBUT 1979

Ce status quo ne satisfaisait personne dans le camp pro-français: l'armée de Malloum démontrait son incapacité à contrôler le pays malgré son équipement, l'aide des français et son nombre élevé; Malloum lui-même était désabusé, probablement mécontent d'avoir vu Habré s'imposer avec l'aide des français; Habré avait consolidé son jeu mais n'avait pas le pouvoir et il développait les contradictions avec la gendarmerie, troupe d'élite de Malloum; les français avaient l'air d'avoir travaillé à une «unité» absolument sans fondements puisqu'au contraire, l'armée de Habré se renforçait et ne s'intégrait pas du tout au régime.

## LA GUERRE CIVILE DU DÉBUT 1979

Alors, la guerre civile contre-révolutionnaire éclata, sur fond de l'exacerbation des contradictions entre musulmans du Nord et Saras du Sud. Ainsi les Saras vivants à N'Djaména, la capitale, ont été systématiquement chassés par des atrocités commises par les F.A.N. de Habré, tandis que dans le Sud, les gendarmes ont abattus des centaines de musulmans tandis que des bandes armées pourchassaient les commerçants originaires du Nord.

Cette contradiction entre les populations du Sud et du Nord date d'avant la colonisation, mais elle a été utilisée à fond par les français et est encore leur levier sur la situation.

Tandis que H. Habré défaisait les troupes de Malloum, les français quant à eux garantissaient le «triangle utile» du Sud tout en conservant leurs pions dans le Nord en appelant au cessez-le-feu et en évitant d'affronter les F.A.N., au contraire. Giscard prône alors une solution fédérative entre le Sud et le Nord, c'est-à-dire une scission de fait du Sud, la division du pays pour conserver le coton au Sud et tenter de se mettre bien avec Habré en lui offrant le pouvoir au Nord (en espérant qu'il réussira à le contrôler et qu'il sera dévoué concernant le pillage des ressources minières - uranium et pétrole - par des firmes françaises).

Dans cette conjoncture de guerre contre-révolutionnaire, le FROLINAT, d'une manière toujours peu unifiée, a relancé des offensives et marque des points au Nord et au Centre tandis que les troupes françaises coupent le Sud du reste du pays.

Une concertation semble être prévue entre Malloum, Habré, certains dirigeants du FROLINAT et les français. Mais un facteur de complexité supplémentaire vient d'apparaître: un contingent assez important de troupes Nigériennes a pris position au côté des troupes de Malloum, à son appel, pour défendre le Sud des «arabes» du Nord. C'est en jouant sur la solidarité «négro-africaine» que Malloum a décidé le régime militaire du Nigéria (pays puissant et très peuplé, 80 millions d'habitants, à l'armée forte depuis la guerre du Biafra) de l'aider afin de faire pression sur les français, soupçonnés de trahison.

Tous ces facteurs sont très inquiétants et risquent de mener à la poursuite de la guerre civile.

#### EN GUISE DE CONCLUSION

Cependant, nous pouvons conclure deux choses de l'ensemble de la situation:

-1) que le programme du FROLINAT, apparu en 1969, et remis en avant à différentes occasions depuis, constitue la base possible d'une bonne résistance à l'impérialisme français et à la partition. Ses principaux points touchent en effet:

- \* au départ sans conditions des troupes françaises du Tchad
- \* au refus du morcellement du pays
- \* à la lutte contre les incidents fratricides entre populations du Nord et du Sud, développement du travail politique au Sud, dans la zone cotonnière.
- \* à l'instauration d'une économie nationale non dépendante du marché impérialiste (lutte contre la culture exclusive du coton dans le Sud).

-2) mais nous ne voyons, aujourd'hui, aucune force politique, à l'intérieur ou à l'extérieur du FROLINAT, qui soit porteuse, dans les faits, de ce programme et engagée dans sa réalisation. Au contraire, l'exemple de Habré et les oscillations de Goukouni, pour ne prendre que la traduction de la réalité à travers l'attitude de 2 personnages dirigeants à un moment ou un autre du Front, nous montre que le FROLINAT n'a pas fait la preuve de son autonomie, voire est traversé par la conciliation, par rapport aux manœuvres multiformes de l'impérialisme français, dont la partition est la plus récente et la plus dangereuse pour le peuple du Tchad aujourd'hui.

#### NOS TACHES DE LUTTE CONTRE L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS AU TCHAD

Nous devons intervenir sans répit sur les exactions de l'impérialisme français au Tchad. Voilà la réalité de l'impérialisme français: c'est sur les morts du Tchad et d'autres pays que se fait la prospérité des métropoles impérialistes. Nous devons absolument faire propagande afin que se développe la force de masse contre les interventions françaises, militaires ou autres, en Afrique.

#### DÉNONÇONS LES MANŒUVRES AGRESSIVES DE L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS, SES COOPÉRANTS, SES TROUPES, SES «CIVILS» !

#### TROUPES FRANÇAISES HORS DU TCHAD ! HORS D'AFRIQUE, DU LIBAN, DES «DOM-TOM» !



A N'djaména, les troupes impérialistes françaises gardent le «quartier français» et continuent à s'ingérer dans les affaires du Tchad.

«progressivement» (les différentes parties n'ont pas sur ce point le même point de vue) ce qui est probablement le résultat de l'irritation de tous aux attermoissements de l'impérialisme français entre les Nordistes et les Sudistes.

- Habré et Malloum ont démissionné et donné le pouvoir à Goukouni (c'est-à-dire à la fraction actuellement dominante sur le plan militaire au Nord et au Centre).

- des élections devraient se tenir assez rapidement, les structures actuelles n'étant que provisoires.

Ces tractations s'accompagnent d'une situation concrète rapportée par la presse comme de plus en plus proche de la partition: les troupes de Malloum, en fait largement défaites sont repliées à l'extrême Sud du pays, voire réfugiées au Cameroun, mais ne sont pas dépourvues d'esprit de revanche, tandis qu'au Centre et à la périphérie du Sud, des incidents continuent entre les différentes armées et des affrontements entre musulmans et animistes ou chrétiens se poursuivent, instrumentés par les différents groupes dirigeants, par les français, les nigériens qui doivent les remplacer, etc...

Cette situation d'une extrême complexité peut évoluer rapidement, et l'impérialisme français peut retrouver de l'initiative en s'alliant avec l'une des parties en difficulté, ce qui serait dans la droite ligne de la position de Giscard sur la «solution fédérative», c'est-à-dire la partition.

Nous devons plus que jamais exiger le départ des troupes françaises du Tchad (il faut rappeler à cet égard que les troupes d'agression se sont «désengagées» déjà de nombreuses fois, pour réapparaître quelques mois plus tard, encore plus massivement) et lutter contre les ingérences de l'impérialisme français dans le pays, en particulier si une partition s'amorce et une guerre du type Biafra au Nigéria en 1968.

#### DERNIERES NOUVELLES :

Après une conférence entre toutes les parties Tchadiennes (F.A.T. de Malloum, F.A.N. de Habré, FROLINAT de Goukouni, autres parties du FROLINAT présentes sur le terrain et autres armées de groupes locaux) qui s'est tenue à Kano au Nigéria, un accord a bouleversé les données de la guerre civile en cours:

- les troupes françaises ont été appelées à se retirer

# dernierement paru aux éditions potemkine

Catherine Quiminal : « L'INVASION DU CAMBODGE PAR LE VIETNAM,  
éléments d'histoire et points de repère »  
prix: 7 Francs

UCFML : « Des années 60 aux années 80, LA SITUATION MONDIALE ET  
LES TACHES DES RÉVOLUTIONNAIRES »  
prix: 3 Francs

en vente:

Librairie Internationale : 2 rue Boulard - 75 014 Paris

La Bouffée d'Air: 35 rue Bouchardon - 75 010 Paris

Librairie Norman Béthune: boulevard Saint Michel - Paris

Librairie Potemkine: 2 place Notre dame du Mont - 13 006 Marseille

## ***Journaux, Revues, Brochures publiés par LES EDITIONS POTEKINE au service du marxisme de notre temps***

### ÉTUDES

Alain Badiou : Le mouvement ouvrier révolutionnaire contre le syndicalisme

Natacha Michel : Contre M.A. Macchiochi

Paul Sandevince : Qu'est-ce qu'une politique marxiste ?

UCFML : Aujourd'hui, participer aux élections, c'est soutenir l'impérialisme

UCFML : Le plan Barre dans la conjoncture

### LE MAOÏSME ET LA RÉVOLUTION CULTURELLE

UCFML : Sur le maoïsme et la situation en Chine après la mort de Mao-Tsé-Toung

UCFML : Le Maoïsme, marxisme de notre temps

UCFML : La situation en Chine et le mouvement dit de « critique de la bande des Quatre »

### L'INTERNATIONALISME

UCFML : Angola, Cuba, URSS : « Internationalisme prolétarien et social-impérialisme »

UCFML : L'Internationalisme prolétarien aujourd'hui

Comités Portugal Rouge Ouvrier Paysan Vaincra (Comités PROPV) :

Revue : Luttés de classe au Portugal No 4 et 5

Journal : Nouvelles du Portugal Révolutionnaire

### LES FRONTS DE CLASSE

UCFML : Le Proletariat International de France

UCFML : Français-Immigrés, égalité des droits

UCFML : La politique maoïste dans les campagnes

UCFML : Face aux élections municipales, vive la politique révolutionnaire du peuple des campagnes!

UCFML : Nucléaire, écologie et politique révolutionnaire

### LES ORGANISATIONS

UCFML : Les noyaux communistes ouvriers, forme actuelle de l'avant-garde, piliers de l'édification  
du Parti de type nouveau

UCFML : Les Comités Populaires Anti-Capitalistes (CPAC)

### LA CULTURE ET L'ART

Les Éditions Potemkine éditent la revue du GROUPE FOUDRE (nouvelle série) : 2 numéros parus

Les Éditions Potemkine éditent chaque mois « LE MARXISTE-LÉNINISTE », journal maoïste  
du groupe pour la fondation de l'Union des Communistes de France Marxiste-Léniniste

TOUS SONT EN VENTE :

à la Librairie Internationale : 2, rue Boulard - 75014 - Paris

à la Librairie Potemkine : 2, place Notre-Dame-du-Mont - 13006 - Marseille

# GUERRES EN ASIE

## Points de repères historiques

C'est aujourd'hui la 4<sup>ème</sup> lutte de libération nationale qui s'ouvre pour le Cambodge. Le peuple du Kampuchéa est un peuple qui a toujours été au coeur même de toutes les séquences révolutionnaires de notre temps, de l'histoire des 30 dernières années. Lutte contre le colonialisme français, l'impérialisme Japonais, l'impérialisme Américain et aujourd'hui contre une forme toute nouvelle le social-impérialisme qui a trouvé son expression dans l'expansionnisme Vietnamien.

### LA LUTTE CONTRE LE COLONIALISME FRANÇAIS

C'est dans cette région, nommée par lui l'Indochine, que le colonialisme français connaît ses premières défaites dues à la résistance populaire. C'est en 1941 l'indépendance du Vietnam proclamée par Ho Chi Minh. Mais c'est aussi la lutte sans merci du peuple Kampuchéan qui, après avoir refusé de s'enrôler au côté des Japonais met en échec toutes les tentatives de la France pour réinstaurer son protectorat au Cambodge.

L'impérialisme français subira un échec et sera obligé de concéder l'indépendance formelle. Le peuple Cambodgien a gagné une première fois. Et c'est important: il est le premier à avoir gagné son indépendance, même formelle.

C'est la lutte du peuple Cambodgien, et en particulier des paysans pauvres, qui a arraché l'indépendance, même si c'est Sihanouk qui a gardé le pouvoir.

Pourquoi en particulier les paysans pauvres ? Parce c'est eux qui ont le plus souffert du colonialisme français. En effet, le développement du Cambodge a été bouleversé et entravé par le caractère «usurier» de la colonisation française. Pratiquement aucune entreprise du capitalisme Cambodgien, mais des entreprises du capitalisme colonial privé: plantations, manutention dans les ports, chemin de fer, etc. Tout ce qui tournait autour des denrées coloniales destinées au marché mondial.

Par contre les propriétaires fonciers, les adversaires «naturels» des paysans avaient fait cause commune avec le colonialisme français. C'est pour cela que la lutte des paysans pauvres, les plus nombreux (85% de la population) était dirigée contre l'étranger, l'envahisseur. La libération nationale, c'était pour les paysans pauvres la possibilité d'exister, de vivre, de ne pas mourir de faim.

Nous insistons sur ce point pour deux raisons:

-1) pour montrer que la lutte de libération nationale n'est pas simplement une lutte d'honneur, mais une lutte contre tout ce qui rend la vie impossible.

Et ceci est important pour nous qui appartenons à un pays colonisateur et impérialiste, de bien saisir le contenu misérable de l'impérialisme et la réalité vivante de la lutte qu'il engendre.

-2) nous voulons insister sur le fait que les révolutionnaires sont les héritiers de situations extrêmement difficiles. Le colonialisme, l'impérialisme, c'est la ruine des rapports sociaux, de l'économie, de la vie toute entière.

C'est donc dans ces conditions que l'indépendance est acquise en 1953.

Alors s'ouvre une 2<sup>ème</sup> période. Celle qui va de 53 à 75 et qui compte deux phases.

### LA PÉRIODE DE «L'AIDE» IMPÉRIALISTE AMÉRICAINE

Les colonialistes français s'en vont, et les impérialistes américains sont déjà là qui guettent la possibilité de prendre la relève. Après tout, ce sont les vainqueurs impérialistes de la seconde guerre mondiale.

Dans cette première période, ils vont au Cambodge faire alterner une politique d'aide et de pression. Le peuple Cambodgien va faire l'expérience de ce que représente «l'aide» impérialiste.

Ce que veut le peuple Cambodgien, ce n'est pas l'indépendance formelle, mais bien l'indépendance réelle, celle qui permettra au pays de se développer, au peuple, de vivre décemment.

C'est une lutte toute nouvelle pour le peuple Cambodgien, mais également pour tous les peuples du monde: comment préserver et rendre bien réelle l'indépendance.

C'est à cette tâche que les révolutionnaires vont s'atteler. Dans les campagnes, les conditions de vie n'ont guère changées. Au contraire, la contradiction entre les propriétaires fonciers et les paysans s'accroît. Le riz se vend de plus en plus cher au Vietnam du Sud, mais il rapporte de moins en moins aux paysans producteurs du Cambodge. Les paysans ne peuvent plus subvenir à leurs besoins, ils sont obligés d'aller dans les villes pendant 5 à 8 mois de l'année pour trouver des travaux peu rémunérés mais nécessaires pour assurer la subsistance de leurs familles. Dans les villes la situation n'est pas plus brillante. C'est la diplomatie du dollar qui règne.

Les «drogues du dollar», comme les appelle Sihanouk, se multiplient. Les importateurs s'approprient la plus grande partie de cette «aide» qui n'avait rien à voir avec le développement du pays. Allocation en dollar proportionnelle à l'allégeance politique. La corruption qui déjà n'était pas minime du temps des français devient un des principaux ressorts de l'économie des villes. Le but des américains était alors bien sûr de s'assurer une clientèle soumise aux exigences du bailleur de fonds étranger.

D'un côté, l'«aide», et de l'autre les menaces, les intrigues, les complots, la constitution d'armées à la solde des américains tels les Khmers Serei, qui agissaient à l'intérieur du territoire Cambodgien.

C'est dans ces conditions que la ligne du Parti Communiste du Kampuchéa, créé en 1960, désigne deux directions de lutte :

- la lutte contre l'impérialisme américain
- la lutte contre les propriétaires fonciers

C'étaient les deux ennemis fondamentaux et liés du peuple Kampuchéan.

En 1963, de nombreuses manifestations tant dans les campagnes que dans les villes: étudiants, patriotes, intellectuels, ouvriers et paysans, amenèrent le gouvernement, divisé il est vrai sur cette question, à rejeter l'aide de l'impérialisme américain.

En 1965, nous sommes encore dans une étape de lutte politique. Ces luttes aboutissent à la rupture des relations diplomatiques avec l'impérialisme américain.

Les manifestations de paysans se succèdent, ils chassent les accapareurs de terres.

**abonnez-vous au Marxiste-Léniniste**

sous pli fermé, 1 an : 70 F  
soutien : 100 F et plus !

Ainsi la grande lutte en 1967 de Samlaut. Les troupes de Lon Nol se rendent dans cette région (province de Battambang) et expulsent les paysans qui avaient défrichés la terre depuis plusieurs années et la cultivaient. Les officiers produisirent divers documents qui prouvaient que la terre appartenait légalement à tel ou tel officiel local et intimèrent l'ordre aux paysans de quitter les lieux pour laisser la place à une colonie de Khmers Serei.

Réaction des paysans et manifestations de masse en leur faveur. Lon Nol riposte en massacrant les paysans.

En 1968, le P.C.K. décida alors le déclenchement de la lutte armée. Ce sont insurrections sur insurrections dans tout le pays.

En Mars 1970, lors du coup d'État de Lon Nol, les forces populaires qui, au départ, n'avaient aucunes armes, comptaient déjà de nombreuses «bases d'appui», c'est à dire des zones totalement inaccessibles à l'ennemi et qui peuvent assurer leur ravitaillement. Elles disposent également de bases et de zones de guérilla où elles mènent la lutte armée avec des appuis locaux solides.

Le F.U.N.K. (Front Uni National du Kampuchéa) est constitué. De mars à mai, village après village, province après province, le pouvoir de Lon Nol tombait partout.

En Mai-Juin 1970, les troupes impérialistes américaines et sud-vietnamiennes de Thieu, appuyées par des avions, des blindés, de la marine, envahissent le Kampuchéa.

## L'INTERVENTION OUVERTE AMÉRICAINE ET SA DÉFAITE COMPLETE

Alors, selon la doctrine Nixon, on «kampuchéanise» la guerre. Ce ne sont même plus les «hameaux stratégiques» surveillés par l'armée comme au Vietnam, mais des populations entières que l'on conduit à marche forcée dans des villes (où on ne pourra pas les nourrir) afin qu'elles échappent à l'influence des communistes.

En 1973, les américano-fantoches bombardent tout le territoire sans répit pour forcer les patriotes à négocier. Mais du même coup ruinent pour longtemps le sol lui-même. Les plantations sont dévastées et les forêts endommagées. A la saison des pluies, la terre est emportée et il ne reste plus qu'une latérite stérile. C'est le désert. De même, quand certains types de sols alluviaux reçoivent du napalm, ils cuisent et deviennent durs comme des pierres.

Au delà des milliers de morts, c'est ça aussi dont hériteront les révolutionnaires Cambodgiens.

Les Cambodgiens ont refusé toute négociation et se sont battus jusqu'à la reddition complète des américains et de Lon Nol. Le 17 Avril 1975, les forces armées populaires de libération nationale libèrent Phnom Penh.

Après la fin du colonialisme, c'est la défaite de l'impérialisme américain que la victoire des Cambodgiens consacre:

On sait combien cette défaite de l'impérialisme américain dans le Sud-Est Asiatique marquera une étape non seulement pour le peuple Cambodgien, mais d'une certaine manière pour tous les peuples du monde. Ce n'est pas un hasard si c'est après la victoire des Vietnamiens et des Cambodgiens que les U.S.A. sont incapables d'intervenir en Angola.

**Les Cambodgiens ont gagné leur indépendance. Il faut maintenant la construire.**

## APRES LA VICTOIRE : INDÉPENDANCE ET DIFFICULTÉS

Le chemin va être dur, d'une difficulté historique toute nouvelle, puisque les Cambodgiens se proposent de compter sur leurs propres forces.

Il n'y a plus la guerre avec les américains, mais il y a un peuple profondément marqué par cette histoire de lutte contre le colonialisme et le néo-colonialisme.

Les marques de la guerre, ce sont les morts: 800 000. Mais c'est aussi la terre ravagée, le système d'irrigation détruit, des villes parasitaires monstrueuses, une absence de développement pendant un siècle, l'analphabétisme, l'insalubrité.

Le peuple Cambodgien se met au travail. Son premier objectif: nourrir le peuple en toute indépendance.

On a beaucoup parlé du vidage des villes. Mais qui y avait-il dans ces villes ?

Il y avait, surtout à Phnom Penh passée de 600 000 habitants en 1970 à 3 millions en 1975 sur un total de 7 millions de Cambodgiens, toute une population déportée, concentrée artificiellement par les américains.

Se posaient alors des problèmes insurmontables d'approvisionnement et de sécurité avec la présence des Lon Nolistes et de la C.I.A. Les révolutionnaires Cambodgiens ont choisi de dépeupler la capitale, politique préparée à l'avance. Ils ont tenté ainsi de résoudre ce problème de la surconcentration urbaine dans les pays où l'impérialisme américain a sévi de longue date. Problème qui demeure une épine dans le pied des Vietnamiens avec l'ex-Saïgon où la corruption, le marché noir, la prostitution... continuent de se porter comme des charmes.

Bien entendu, cette politique a dû être plus facilement acceptée par le paysan pauvre que par le médecin et a dû apparaître intolérable pour le bourgeois comprador.

Quelle ligne a suivi le P.C.K. dans cette tâche ardue: «Nous prenons l'agriculture comme facteur fondamental et nous nous servons du capital accumulé par l'agriculture pour édifier de manière progressive l'industrie... en nous en tenant à la ligne d'indépendance, de souveraineté et de compter sur ses propres forces» (Pol Pot).

Nous savons que cette ligne qui consiste à compter sur ses propres forces est aujourd'hui une ligne de démarcation importante entre ceux qui pratiquent réellement l'indépendance et ceux qui ne la pratiquent pas.

Le peuple du Kampuchéa s'est ainsi engagé dans une voie toute nouvelle, une voie révolutionnaire pour résoudre le grave problème de l'indépendance. Tirant le bilan de ce qu'avait été la soi-disant aide américaine, c'est-à-dire le maintien d'une société dans le sous-développement, la misère paysanne, etc..., le peuple Kampuchéan a tenté de toutes ses forces la voie de l'indépendance en ce qui concerne son développement intérieur, voie qui participe de la révolution aujourd'hui.

## LE MAINTIEN DE L'INDÉPENDANCE CONTRE LES VISÉES VIETNAMIENNES

Mais outre les difficultés internes qu'ont rencontré les Cambodgiens il fallait préserver cette indépendance contre l'extérieur. Aux frontières même du Cambodge, l'expansionnisme guettait, suivant les leçons de l'autre super-puissance, l'URSS, le Vietnam entendait déjà faire régner son diktat dans la région.

Dès 1975, la guerre recommence. Les contradictions n'étaient pas toutes nouvelles entre le Vietnam et le Cambodge. Rappelons-les afin d'éclairer l'acte d'agression des Vietnamiens. Notre intention n'est pas ici de nier la lutte de libération nationale du peuple Vietnamiens, mais d'indiquer comment et sur quoi les Vietnamiens sont passés d'un rôle moteur dans la région à un rôle dominateur.

Ces divergences se jouent sur (pour plus de précisions, Cf la brochure «L'invasion du Cambodge par le Vietnam-Éléments d'histoire et points de repères» par C. Quiminal aux Éditions Potemkine):

- le déclenchement de la lutte armée au Cambodge en 68. Cette divergence a pour contenu l'histoire propre, donc différente, du peuple Cambodgien de celle du peuple Vietnamiens.

- les accords de Paris 72-73

- la question importante des commandements mixtes

Quoiqu'il en soit, le P.C.K. réussit jusqu'en 1975 à imposer l'unité, c'est-à-dire de manière principale la reconnaissance par les 2 parties de leur autonomie et de leur souveraineté dans la solidarité.

Mais, dès 1975, ces contradictions se résolvent par les armes. C'est le refus des Vietnamiens de se retirer des territoires Cambodgiens.

Et là bien entendu, les choses se passent au Cambodge, car jamais les troupes Cambodgiennes ne se sont réfugiées au Vietnam et pour cause !

Ensuite, ce sont les harcèlements continus. Et il ne s'agit pas de questions de frontières, mais bien de deux politiques opposées et du refus par les Vietnamiens de la politique d'indépendance des Cambodgiens.

En cela, les Vietnamiens sont à la fois dans une dynamique qui leur est propre - régner sur la région - et les alliés de la politique social-impérialiste de l'U.R.S.S. Ils remplissent à la fois les visées du social-impérialisme d'étendre son influence dans la région, fut-ce par la guerre et leur propre ambition expansionniste.

Dans un premier temps, ils ont utilisé à la fois le harcèlement, la déstabilisation intérieure et les coups d'État. Mais le pouvoir révolutionnaire Cambodgien, avec à sa tête Pol Pot, n'était pas issu de rien, il était plus solide que prévu par les Vietnamiens.

Alors ceux-ci ont été acculés à l'invasion pour déposer purement et simplement leurs hommes au coeur de la capitale. Ce gouvernement fantoche s'il en fut, qui jusqu'à aujourd'hui ne peut parler que par l'intermédiaire d'Hanoï, n'a même pas été capable d'afficher ne serait-ce qu'une manifestation de 1000 ou 2000 personnes l'acclamant.



Breznev et Le Duan à Moscou après la signature du traité militaire et l'adhésions du Vietnam au COMECON

Les Vietnamiens se sont ainsi mis sur le dos une guerre de libération nationale contre eux. Et déjà, ils semblent, dans la logique qui est la leur, avoir oublié que chars, bombardements et autres armes ne réduisent pas les luttes de libération nationale. La résistance s'organise et s'intensifie, elle semble avoir été prévue de longue date par les dirigeants Cambodgiens.

- Dès aujourd'hui, soyons à ses côtés !

- PLUS UN SOLDAT VIETNAMIEU AU CAMBODGE !  
KAMPUCHÉA VAINCRA !

## Message

AU MEETING DE SOUTIEN AU KAMPUCHÉA DÉMOCRATIQUE (Paris)

Camarades,

Nous saluons les camarades du Comité des Patriotes du Kampuchéa en France, organisateur de ce meeting.

Camarades, vous représentez ici un peuple qui est aujourd'hui en première ligne dans le combat général des peuples du monde pour l'indépendance nationale contre toutes les hégémonies et tous les impérialismes.

L'écho, qui nous parvient déjà, des victoires du peuple du Kampuchéa dans sa guerre populaire contre l'agresseur Vietnamien et les conseillers soviétiques, est pour nous source de force politique et de détermination révolutionnaire.

Vous menez la première guerre de libération nationale contre l'envahisseur social-impérialiste, après avoir défait la super-puissance américaine. C'est une date historique ! Et vous allez une fois encore, sous la direction de votre gouvernement ayant à sa tête le camarade Pol Pot, montrer héroïquement à tous les peuples du monde que la guerre du peuple est invincible.

Dans ces conditions, la solidarité internationaliste avec votre guerre de résistance est pour nous, révolutionnaires maoïstes en France, un devoir clair et net. C'est une nécessité politique qui fait partie intégrante du développement de la révolution dans notre propre pays.

Ici en France, qui donc s'oppose à la lutte du peuple du Kampuchéa ? Qui la calomnie et la dissimule ? Nous retrouvons là les 2 grands ennemis de classe, les deux grandes factions bourgeoises et impérialistes que nous combattons sans répit sur tous les terrains.

L'ancienne bourgeoisie au pouvoir, liée à la super-puissance américaine, a déclenché depuis longtemps une haineuse campagne anti-communiste et anti-populaire contre le peuple du Kampuchéa. Toutes sortes de plumitifs ont déversé leur fiel contre les efforts inouïs du peuple du Kampuchéa pour rester totalement indépendant et ne compter que sur ses propres forces. Tout un courant de philosophie individualiste impérialiste, baptisé « nouvelle philosophie »,

avait fait du Cambodge révolutionnaire la cible préférée de son esthétisme réactionnaire et de sa propagande anti-marxiste.

Mais au bout du compte, ces gens ont fait le lit de l'autre grande faction bourgeoise: la nouvelle bourgeoisie révisionniste, liée au social-impérialisme soviétique, et dont le Parti est le P.C.F.

Dès l'été, le P.C.F., solidement unifié sur ce point, a lancé une grande campagne de soutien au Vietnam. Il a repris sans vergogne contre le Cambodge tous les discours anti-communistes mis au point par ses rivaux de la bourgeoisie classique. Il a participé directement à la préparation idéologique de l'opinion au coup militaire barbare des Vietnamiens. Il a applaudi des 2 mains à la ruée des chars et des bombardiers soviétiques et vietnamiens contre le peuple du Kampuchéa.

Soutenir de façon active et populaire la guerre de résistance du peuple du Kampuchéa, c'est donc continuer le combat politique de classe sur deux fronts; c'est développer la politique autonome du peuple contre les deux bourgeoisies, l'ancienne et la nouvelle; c'est combattre les deux super-puissances et l'impérialisme français qui oscille entre l'une et l'autre. C'est créer un courant démocratique révolutionnaire autour de la conception prolétarienne de l'indépendance nationale.

Il y a un lien étroit, solide, fécond, entre toutes les grandes questions politiques de notre temps et le contenu de l'héroïque guerre populaire de résistance du peuple du Kampuchéa. La lutte du peuple du Kampuchéa met en avant une conception de l'indépendance nationale qui est celle de notre temps. La guerre de libération du peuple du Kampuchéa est à l'avant-garde du processus historique contemporain, et cela pour au moins trois raisons.

Premièrement, elle fait face à la première invasion caractérisée, franche et ouverte, déclenchée par le social-impérialisme soviétique et son relai régional Vietnamien

contre un État souverain et totalement indépendant. C'est là un engagement de type nouveau, qui peut être le commencement de la fin des aventures expansionnistes de l'URSS, en même temps qu'elle montre jusqu'où va le risque de guerre mondiale.

Deuxièmement, elle prend la forme de la guerre populaire prolongée et invincible, dirigée par un gouvernement reconnu et unifié, chose jamais vue face aux nouveaux impérialismes et aux hégémonismes. Chose qui a fait jusqu'à ce jour cruellement défaut, en Angola comme en Érythrée, mais qui cette fois pourrait bien casser les dents aux agresseurs sociaux-impérialistes.

Troisièmement, elle lutte intégralement sur deux fronts, récusant d'avance toute appartenance à une aire d'hégémonie, et réalisant de façon conséquente la grande vision stratégique de Mao Tsé Toung: contre des ennemis très puissants, un peuple unifié qui prend les armes et compte sur ses propres forces peut arracher son indépendance et sa liberté.

La lutte du peuple du Kampuchéa est à nos yeux la première grande guerre de libération nationale de notre époque. Époque qui est non seulement celle de l'impérialisme et des révolutions prolétariennes, mais aussi celle du social-impérialisme et des révolutions culturelles.

Époque qui est non seulement celle de la révolution, mais aussi celle du risque de guerre mondiale et de l'importance exceptionnelle de la question de l'indépendance nationale.

Époque qui est non seulement celle du marxisme et du léninisme, mais aussi celle du maoïsme.

Une pareille lutte dans une pareille époque, exige un soutien actif, enthousiaste, populaire.

Ce qu'il faut, ce sont des comités ouverts, pratiquant le style de masse, et se proposant de créer étape après étape, un fort courant d'opinion, un camp, une force.

Pour notre part, et avec quiconque le souhaite, nous y travaillons dès à présent. (1)

**TROUPES VIETNAMIENNES ET SOVIÉTIQUES HORS DU CAMBODGE !**

**VIVE LA GUERRE DE RÉSISTANCE POPULAIRE ET PROLONGÉE DU PEUPLE DU KAMPUCHÉA ET DE SON GOUVERNEMENT !**

## Ralliez le Comité Kampuchéa Vaincra

L'objectif des Comités Kampuchéa Vaincra est de soutenir la lutte de libération nationale du peuple du Kampuchéa et de son gouvernement contre l'envahisseur vietnamien et les conseillers soviétiques, jusqu'à la victoire totale et l'extermination ou le départ du dernier envahisseur.

Le soutien à la résistance et à la libération du Kampuchéa Démocratique est une grande cause démocratique. Ce soutien engage trois points principaux:

-1) Le soutien à l'indépendance des peuples, la défense du principe de l'indépendance des États et du droit inaliénable des nations à gérer et décider leur propre destin sans ingérence étrangère aucune. L'opposition absolue à l'agression, à l'invasion, à la guerre de rapine et de conquête.

-2) Plus particulièrement, la défense de l'indépendance nationale des peuples dans les conditions du moment, qui sont celles de la rivalité des deux superpuissances. Donc la volonté de résister aux plans d'hégémonie, qu'ils soient mondiaux ou régionaux.

Le peuple du Kampuchéa, son gouvernement et son armée populaire sont aujourd'hui aux premières lignes de cette résistance, et leur lutte est à l'avant-garde de celle de tous les peuples pour l'indépendance contre l'hégémonie, l'impérialisme et l'expansion militariste.

-3) Après avoir soutenu la lutte des peuples vietnamiens, laos et cambodgiens contre l'agression impérialiste américaine, il faut s'engager à fond aux côtés du peuple cambodgien contre les expansionnistes et contre les conseillers soviétiques. La victoire contre l'expansionnisme vietnamien sera une grande victoire des peuples du monde contre le risque d'une troisième guerre mondiale fomentée par les superpuissances et leurs valets.



La production continue au Kampuchéa sous la protection de l'armée révolutionnaire.

**VIVE L'INDÉPENDANCE NATIONALE ANTI-HÉGÉMONIQUE !**

**A BAS LES 2 SUPER-PUISSANCES !**

**SOLIDARITÉ TOTALE AVEC LA GUERRE POPULAIRE AU KAMPUCHÉA JUSQU'À LA VICTOIRE FINALE !**

**K A M P U C H É A V A I N C R A !**

(1) Voir ci-dessous la plate-forme des Comités Kampuchéa Vaincra. Des Comités existent à Paris et dans diverses villes de province. Ils lancent des campagnes pour constituer un courant contre l'intervention vietnamienne. Ils appellent à des réunions publiques comme le JEUDI 5 AVRIL à 20h30 à la salle de l'AGECA à Paris 177 rue de Charonne 75 011 (avec projection du film «Pourquoi soutenir la guerre populaire de résistance du peuple Khmer» ).

Les Comités Kampuchéa Vaincra organisent l'action populaire immédiate pour :

- a) informer sur la réalité de la situation, et populariser le développement de la lutte armée.
- b) diffuser le matériel de la résistance du peuple du Kampuchéa Démocratique.
- c) organiser le soutien matériel direct en fonction des besoins prioritaires.

Leur style d'action est celui du travail de masse démocratique, du rassemblement populaire, de la constitution d'un courant d'opinion, d'un camp et d'une force.

**Troupes vietnamiennes et conseillers soviétiques hors du Cambodge !**

**Vive la guerre populaire de résistance du peuple du Kampuchéa et des dirigeants qu'il s'est choisis contre l'agresseur !**

**Solidarité avec le peuple du Kampuchéa jusqu'à la victoire finale !**

**Vive l'indépendance nationale du Kampuchéa, conquise contre tous les impérialistes et défendue aujourd'hui contre les vietnamiens et les conseillers soviétiques !**

**A bas les plans d'hégémonie régionale des valets des superpuissances !**

**K A M P U C H É A V A I N C R A !**

(suite de la dernière page)

Cette action n'aide pas le peuple Khmer. Elle entrave le soutien mondial à sa lutte. Elle pourrait aussi bien viser à dessaisir le peuple Khmer et son gouvernement de la direction effective de la guerre et de toute maîtrise sur la situation régionale. Il doit être clair que le peuple du Kampuchéa se bat pour sa libération, et non pour les intérêts géo-politiques de l'État chinois : tout le passé du peuple du Kampuchéa, tout le passé du PCK, montrent qu'il en est bien ainsi. Pour être fidèles à cette leçon, et montrer qu'ils la servent vraiment, les Chinois doivent retirer leurs troupes du Vietnam, et autocritiquer leur intervention unilatérale.

- 4 -

## LES RÉVISIONNISTES VIETNAMIENS SERONT CHASSÉS PAR LES PEUPLES, ET NON PAR UNE ARMÉE ÉTRANGÈRE

Le Vietnam est aujourd'hui un client de l'URSS, et un agent de l'expansion social-impérialiste. C'est un fait. Contre cela, il faut compter sur les peuples, notamment les peuples cambodgiens et lao, soumis à l'occupation, et en dernier ressort sur le peuple vietnamien lui-même. Les «punitions sanglantes» de Teng Hsiao Ping, loin d'aider la révolte contre le militarisme et le révisionnisme au Vietnam, vont au contraire souder autour de la direction Le Duan-Pham Van Dong une opinion militariste et nationaliste. Les actuels dirigeants vietnamiens vont y puiser des arguments pour rompre leur isolement international, justifier l'agression au Cambodge, isoler la Chine dans cette région.

- 5 -

## LA LOGIQUE DES PEUPLES

Au niveau d'ensemble, l'expédition chinoise succombe à la logique qui veut imposer la montée de la guerre inter-impérialiste, au lieu de tenir ferme sur la logique des peuples. La logique des peuples, c'est la paix, au besoin par les moyens de la défensive et de la guerre populaire quand l'agression se déchaîne. C'est cela que les peuples attendent des révolutionnaires et des États socialistes.

Les peuples et les révolutionnaires qui les servent posent le principe du respect absolu et inconditionnel des frontières d'État. Seuls, traditionnellement, les expansionnistes foulent au pied ce principe, et mettent la guerre d'invasion et de rapine au poste de commandement. Lutter contre l'hégémonisme, notamment soviétique, lutter contre la guerre, c'est défendre avec acharnement le principe de l'intangibilité des frontières d'État. C'est créer une opinion publique forte et agissante autour de lui. Quelle faiblesse, si un pays socialiste prend sur lui de ne pas le respecter !

Pour retarder la guerre mondiale, les pays — et spécialement les pays du Tiers Monde, y compris les pays socialistes — doivent défendre partout leur indépendance nationale dans tous les domaines, contre les impérialismes, et notamment contre les superpuissances. Il y a peu, c'est ce que les Chinois affirmaient, dans le cadre de la théorie dite des trois mondes. Qui croira que l'indépendance nationale de la Chine était menacée par les Vietnamiens ? Qui croira qu'elle la défendait ?

L'acte de guerre des Chinois, acte offensif et agressif, est ainsi étranger à la conception populaire de l'indépendance nationale. Il relève d'une conception des tendances mondiales où seuls jouent les intérêts d'un petit nombre de puissances capables de porter la guerre à l'extérieur. C'est une très mauvaise chose. C'est risquer finalement l'aventure en devenant soi-même un acteur du jeu des puissances. C'est perdre le ressort de la force des peuples, notamment contre la guerre impérialiste, qui réside dans la différence qualitative de leur logique combattante.

- 6 -

## UNE POLITIQUE EXTERIEURE DOUTEUSE

L'entrée des troupes chinoises en territoire vietnamien est le révélateur du caractère inquiétant, pour le peuple chinois et pour les peuples du monde, de la politique extérieure impulsée par Teng Hsiao Ping. Cette politique s'écarte nettement de la tradition politique de la révolution chinoise, tradition incarnée par Mao Tsé Toung et Chou En Lai.

Pour nous en tenir au point qui nous occupe, il est clair que la politique de Teng Hsiao Ping s'écarte de l'internationalisme prolétarien, et aussi de la théorie des trois mondes, en pratiquant la logique de l'affrontement et celle des sphères d'influence.

L'alliance américaine, si même elle est inévitable au vu de la rapacité expansionniste de l'URSS, ne justifie en rien le style dépourvu de toute dignité politique adopté par Teng Hsiao Ping lors de son voyage. Elle justifie encore moins le soutien, de type partage du monde, à tous les régimes anti-populaires mis en place dans les années 50 par la superpuissance américaine.

La politique extérieure de Teng Hsiao Ping renonce progressivement à toute solidarité avec les aspirations démocratiques des peuples, comme on l'a vu en ce qui concerne l'Iran, pays à propos duquel, en pleine révolte de masse anti impérialiste, Teng Hsiao Ping a souhaité que «les Américains fassent quelque chose».

Cette politique risque fort, même, d'abandonner le soutien cohérent aux aspirations à l'indépendance nationale. On l'a vu au Zaïre, Teng Hsiao Ping érigeant en modèle le débarquement des parachutistes français pour soutenir le régime fantoche de Mobutu. On risque de le voir au Cambodge, si la ligne chinoise actuelle est maintenue.

- 7 -

## RESTER MAOISTE EN TOUT

Quant à nous, nous restons fidèles à l'ensemble des principes maoïstes. Le risque de guerre mondiale est réel. Il faut contrer l'hégémonisme soviétique, c'est vrai. Rien n'est plus nécessaire que de désigner clairement les fauteurs de guerre : les deux superpuissances, les impérialismes. Il ne doit y avoir aucune confusion sur ce point : les peuples luttent contre la guerre, ils en refusent la logique de rivalité barbare pour le pillage du monde.

S'opposer à la guerre, c'est tenir ferme sur l'indépendance nationale conquise par la lutte de libération, par la révolution prolétarienne, et défendue par la guerre populaire.

Les alliances entre États sont inévitables. Mais elles supposent l'indépendance de ces États et l'autonomie de classe des forces révolutionnaires sur toutes les questions, y compris celle de la guerre.

Les peuples doivent avoir confiance dans leur capacité politique à retarder la guerre mondiale, et, si elle éclate, à agir de façon indépendante des bourgeoisies impérialistes, pour préparer la révolution à travers la guerre de résistance patriotique.

La guerre victorieuse du peuple du Kampuchéa contre les vietnamiens et les soviétiques forge cette confiance.

L'agression chinoise à la frontière du Vietnam sape au contraire la confiance des peuples ; elle répand le cynisme et le défaitisme. Elle est injuste. Elle doit cesser.

# **DECLARATION du 22 FEVRIER sur l'action militaire chinoise en territoire vietnamien**

- 1 -

## **NOUS SOMMES CONTRE**

Le groupe pour la fondation de l'Union des Communistes de France Marxistes-Léninistes (UCFML) désapprouve la pénétration militaire chinoise en territoire vietnamien, et estime que les troupes chinoises doivent se retirer inconditionnellement.

Nous prenons cette position parce que nous sommes maoïstes. Parce qu'au moment où les peuples du monde se demandent comment lutter contre la montée de la guerre impérialiste, c'est un mauvais coup que de voir un État socialiste se livrer à l'invasion militaire, quelles que soient les raisons.

Nous prenons cette position au moment même où nous sommes engagés dans une campagne active de dénonciation du Vietnam, et de soutien à la résistance du peuple du Kampuchéa et de son gouvernement contre l'envahisseur vietnamien.

Il ne s'agit donc nullement d'être «pour» les vietnamiens. Notre position est que l'ensemble de cette opération militaire est nuisible aux peuples du monde. C'est une invasion injustifiée, et il faut y mettre fin.

L'entrée des troupes chinoises sur le territoire vietnamien n'est justifiée ni par les provocations vietnamiennes à la frontière, ni par l'invasion du Cambodge par les vietnamiens, ni par l'inféodation du Vietnam au social-impérialisme russe.

- 2 -

## **A PROPOS DES PROVOCATIONS VIETNAMIENNES**

Les provocations vietnamiennes aux frontières chinoises sont indiscutables. Le militarisme vietnamien a montré de quoi il était capable au Cambodge. L'expulsion massive des sino-vietnamiens a légitimement soulevé l'indignation de l'opinion chinoise et de son gouvernement.

Ceci étant, la riposte à ces provocations ne peut à notre avis prendre la forme d'une action offensive de ce genre, d'une pénétration militaire sur le territoire étranger. Autre chose sont d'inévitables incursions localisées destinées à repousser les provocateurs, autre chose la pénétration en profondeur, massive et simultanée, de divisions entières avec tout leur équipement, autre chose l'occupation de villes importantes. Le bon sens montre qu'on a affaire, dans le second cas, à une opération offensive, délibérée, à un acte de guerre à grande échelle. Et c'est la Chine qui en a la responsabilité.

Ce n'est cependant pas la première fois que la Chine est l'objet de provocations aux frontières. L'URSS, en 1969, avait déjà lancé des attaques militaires sur la frontière nord ( fleuve Oussouri ). Les provocations vietnamiennes elles-mêmes ne datent pas d'aujourd'hui. Jusqu'à présent l'action politique et la défensive militaire ont suffi à régler la question et ont, aux yeux de tous, affirmé le bon droit de la Chine.

Le cas des affrontements avec l'Inde en 1962 est lui-même différent. A l'époque, l'Inde croyait pouvoir profiter de l'isolement de la Chine et de la rupture sino-soviétique pour s'assurer des positions de force sur la frontière dans l'Himalaya. La ligne «Mac Mahon», frontière fixée unilatéralement au détriment de la Chine par les Anglais leur servait de prétexte. Il y avait donc volonté d'annexion de territoire, et préparation à la guerre. L'agresseur était l'Inde soutenue par la collusion des USA et de l'URSS.

La riposte foudroyante de l'armée chinoise a été suivie d'un repli total sur la frontière existante, avec restitution unilatérale du matériel et des prisonniers, et ceci alors que les Indiens étaient en déroute. Le problème soulevé par l'Inde a été réglé une fois pour toutes.

Ajoutons qu'il était nécessaire à la Chine des années 60, dont l'URSS devenait un adversaire, de faire savoir à tout un chacun, y compris l'impérialisme américain, que ses frontières seraient défendues avec la plus grande énergie, et qu'elle en avait les moyens.

Aucune de ces raisons ne vaut aujourd'hui. Si bien qu'en droit, quelles que soient les incessantes et arrogantes provocations locales des vietnamiens, dans l'action engagée le 17 février, c'est la Chine qui fait figure d'agresseur.

L'inviolabilité des frontières est un principe qui, dans les circonstances actuelles, ne souffre pas d'exception, fût-elle limitée dans le temps et dans l'espace, fût-ce au nom de la volonté de «punition» d'un provocateur — expression de Teng Hsiao Ping bien peu conforme à la tradition diplomatique chinoise incarnée par Chou En Lai.

- 3 -

## **UN CADEAU EMPOISONNÉ AU PEUPLE DU KAMPUCHÉA**

Le Kampuchéa démocratique, envahi et occupé par les troupes vietnamiennes, doit être impérativement soutenu par tous les peuples du monde. Nous approuvons le soutien diplomatique de la Chine au Kampuchéa. Nous approuvons les livraisons d'armes. Nous menons campagne ici même pour une solidarité prolongée et organisée avec la résistance des Khmers rouges contre l'occupant, et jusqu'à la victoire finale.

Mais en dernier ressort, c'est le peuple Khmer et son gouvernement qui mènent la guerre populaire prolongée contre les vietnamiens et les soviétiques. C'est cette guerre qui est juste, c'est elle qui est invincible. La contradiction oppose un peuple en armes à un hégémonisme régional soutenu par l'hégémonisme mondial de l'URSS. L'action des troupes chinoises en territoire vietnamien brouille les choses, fait croire qu'il s'agit d'un classique conflit de puissances, sème le doute sur qui est l'agresseur, qui est l'agressé.